

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Réunion du Conseil départemental

- Procès-verbal de la réunion de la Décision modificative n° 2 de 2015
Séance du 15 juin 2015 534

Réunion de la Commission permanente

- Procès-verbal sommaire de la réunion de la Commission permanente du 5 juin 2015 541

DIRECTION DES SOLIDARITES

- Arrêté n° 2015-216 portant modification de l'arrêté n° 2012-358 portant autorisation de création du groupe Gonzague au sein de la Maison Départementale de l'Enfance et de la Famille gérée par le Conseil départemental des Ardennes 552
- Arrêté n° 2015-218 modifiant l'arrêté n° 2013-399 du 13 décembre 2013 relatif au fonctionnement du multi-accueil de VOUZIERES 555
- Arrêté n° 2015-219 modifiant l'arrêté n° 2014-137 du 1^{er} avril 2014 relatif au fonctionnement de la micro-crèche « du Cocon au Papillon » à CHARLEVILLE-MEZIERES 557
- Arrêté n° 2015-220 modifiant l'arrêté n° 2014-138 du 1^{er} avril 2014 relatif au fonctionnement de la micro-crèche « Les aventures de Grooky » à CHARLEVILLE-MEZIERES 558
- Arrêté n° 2015-235 fixant les tarifs des sections dépendance et hébergement 2015 ainsi que le montant de la dotation globale de financement de la dépendance de l'établissement « RESIDENCE SAINT ANTOINE » à MONTHERME géré par l'organisme gestionnaire « CROIX ROUGE » 559
- Arrêté n° 2015-241 portant modification de l'arrêté n° 2012-359 relatif à l'extension de la capacité d'accueil en urgence du Conseil départemental des Ardennes par la création du groupe Rimbaud au sein de la Maison Départementale de l'Enfance et de la Famille 562
- Arrêté n° 2015-242 modifiant la dotation 2015 de l'établissement « ACEPA » à CHARLEVILLE-MEZIERES 565
- Arrêté n° 2015-243 fixant les tarifs des sections dépendance et hébergement 2015 ainsi que le montant de la dotation globale de financement de la dépendance de l'établissement « EHPAD RETHEL » à RETHEL géré par l'organisme gestionnaire « GROUPE HOSPITALIER SUD ARDENNES » 567
- Arrêté n° 2015-244 fixant les tarifs des sections dépendance et hébergement 2015 ainsi que le montant de la dotation globale de financement de la dépendance de l'établissement « SMTI RETHEL » à RETHEL géré par l'organisme gestionnaire « GROUPE HOSPITALIER SUD ARDENNES » 569

- Arrêté n° 2015-245 fixant les tarifs des sections dépendance et hébergement 2015 ainsi que le montant de la dotation globale de financement de la dépendance de l'établissement « EHPAD VOUZIERES » à VOUZIERES géré par l'organisme gestionnaire « GROUPE HOSPITALIER SUD ARDENNES » 571
- Arrêté n° 2015-246 fixant les tarifs des sections dépendance et hébergement 2015 ainsi que le montant de la dotation globale de financement de la dépendance de l'établissement « SMTI VOUZIERES » à VOUZIERES géré par l'organisme gestionnaire « GROUPE HOSPITALIER SUD ARDENNES » 573
- Arrêté n° 2015-247 fixant les tarifs horaires 2015 du service d'aide à domicile « ALLIANCE SERVICE ARDENNES » à CHARLEVILLE-MEZIERES géré par l'organisme gestionnaire « ALLIANCE SERVICE ARDENNES » 575
- Arrêté n° 2015-250 fixant la dotation 2015 ainsi que le prix de journée globalisée de l'établissement « DON BOSCO SAF » à MONTHERME géré par l'organisme gestionnaire « APPRENTIS D'AUTEUIL » 577
- Arrêté n° 2015-251 fixant la dotation 2015 ainsi que le prix de journée globalisée de l'établissement « DON BOSCO RAJM » à MONTHERME géré par l'organisme gestionnaire « APPRENTIS D'AUTEUIL » 579
- Arrêté n° 2015-257 annulant et remplaçant l'arrêté n° 2015-246 fixant les tarifs des sections dépendance et hébergement 2015 ainsi que le montant de la dotation globale de financement de la dépendance de l'établissement « SMTI VOUZIERES » 581

DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

- Arrêté n° 2015-207 - RD N° 122 - Interdiction de la circulation du PR 5+310 au PR 5+740 sur le territoire de la commune de LE CHATELET-SUR-SORMONE 583
- Arrêté n° 2015-208 - RD N° 926 - Interdiction de circuler du PR 27+285 au PR 30+125 sur le territoire des communes de RETHEL et BARBY 585
- Arrêté n° 2015-209 - RD N° 926 - Interdiction de circuler du PR 22+765 au PR 26+200 sur le territoire des communes de BARBY et CHÂTEAU-PORCIEN 587
- Arrêté n° 2015-210 - RD N° 59 - Interdiction de la circulation du PR 1+458 au PR 3+100 sur le territoire des communes de CHARLEVILLE-MEZIERES et SAINT-LAURENT 589
- Arrêté n° 2015-211 - RD N° 124 A - Réglementation de circulation du PR 1+340 au PR 1+650 sur le territoire de la commune de SAINT-AIGNAN 591
- Arrêté n° 2015-212 - Prolongation de l'arrêté n° 2015-189 - RD N° 985 - Interdiction de circuler du PR 10+110 au PR 15+989 sur le territoire des communes de PERTHES et JUNIVILLE 593
- Arrêté n° 2015-213 - Prolongation de l'arrêté n° 2015-190 - RD N° 985 - Interdiction de circuler du PR 16+790 au PR 20+800 sur le territoire des communes de PERTHES et SAULT LES RETHEL 595
- Arrêté n° 2015-214 - Prolongation de l'arrêté n° 2015-208 - RD N° 926 - Interdiction de circuler du PR 27+285 au PR 30+125 sur le territoire des communes de RETHEL et BARBY 597
- Arrêté n° 2015-215 - Prolongation de l'arrêté n° 2015-209 - RD N° 926 - Interdiction de circuler du PR 22+765 au PR 26+200 sur le territoire des communes de BARBY et CHÂTEAU-PORCIEN 599

- Arrêté n° 2015-217 - RD N° 31 - Réglementation de circulation du PR 32+130 au PR 32+215 sur le territoire de la commune de MONTHERME.....	601
- Arrêté n° 2015-221 - RD N° 21 - Interdiction de la circulation du PR 11+763 au PR 15+701 sur le territoire des communes de AMAGNE et GIVRY	603
- Arrêté n° 2015-222 - RD N° 28 - Interdiction de circuler du PR 22+362 au PR 23+305 sur le territoire de la commune de LA SABOTTERIE.....	605
- Arrêté n° 2015-223 - RD N° 25 - Interdiction de la circulation du PR 4+197 au PR 5+829 sur le territoire des communes de MONTGON et NEUVILLE-DAY	607
- Arrêté n° 2015-224 - RD N° 222 - Réouverture provisoire à la circulation du PR 0+269 au PR 2+948 sur le territoire des communes de ARREUX et TOURNES	610
- Arrêté n° 2015-225 - Prolongation de l'arrêté n° 2015-221 - RD N° 21 - Interdiction de la circulation du PR 11+763 au PR 15+701 sur le territoire des communes de AMAGNE et GIVRY.....	612
- Arrêté n° 2015-226 - Prolongation de l'arrêté n° 2015-187 - RD N° 39 - Interdiction de circuler du PR 1+537 au PR 3+290 sur le territoire des communes de WARCQ et FAGNON	614
- Arrêté n° 2015-227 - RD N° 41 - Interdiction de la circulation du PR 27+762 au PR 30+027 sur le territoire de la commune de TERMES.....	616
- Arrêté n° 2015-228 - RD N° 116 - Réglementation de circulation du PR 0+702 au PR 1+309 sur le territoire de la commune de BELVAL.....	618
- Arrêté n° 2015-229 - RD N° 12 - Interdiction de circuler du PR 16+905 au PR 19+615 sur le territoire des communes de VENDRESSE et SAUVILLE.....	620
- Arrêté n° 2015-230 - Prolongation de l'arrêté n° 2015-191 - RD N° 16 - Interdiction de circuler du PR 12+982 au PR 16+099 sur le territoire des communes de BELVAL et WARCQ	622
- Arrêté n° 2015-231 - RD N° 47 - Interdiction de circuler du PR 1+970 au PR fin sur le territoire de la commune de HIERGES	624
- Arrêté n° 2015-232 - RD N°12 - Interdiction de circuler du PR 2+275 au PR 4+948 sur le territoire des communes de HANNOGNE-ST-MARTIN et SAPOGNE-FEUCHERES	626
- Arrêté n° 2015-233 - Prolongation de l'arrêté N° 2015-229 - RD N° 12 - Interdiction de circuler du PR 16+905 au PR 19+615 sur le territoire des communes de VENDRESSE et SAUVILLE	628
- Arrêté n° 2015-236 - RD N°12 - Interdiction de circuler du PR 16+905 au PR 19+615 sur le territoire des communes de VENDRESSE et SAUVILLE.....	630
- Arrêté n° 2015-237 - RD N°12 - Interdiction de circuler du PR 2+275 au PR 4+948 sur le territoire des communes de HANNOGNE-ST-MARTIN et SAPOGNE-FEUCHERES	632
- Arrêté n° 2015-238 - Annule et remplace l'arrêté n° 2015-237 - RD N°12 - Interdiction de circuler du PR 2+275 au PR 4+948 sur le territoire des communes de HANNOGNE-ST-MARTIN et SAPOGNE-FEUCHERES	634
- Arrêté n° 2015-239 - Prolongation de délai de l'arrêté n° 2014-394 - RD N°2 - Interdiction de la circulation du PR 3+693 au PR 5+088 sur le territoire des communes de HAM LES MOINES et REMILLY LES POTHEES	636

- Arrêté n° 2015-248 - RD N°3 - Interdiction de la circulation du PR 18+644 au PR 20+620 sur le territoire des communes de LAUNOIS-SUR-VENCE et de NEUVIZY 638
- Arrêté n° 2015-249 - RD N° 21 - Réglementation de circulation du PR 44+225 au PR 44+425 sur le territoire de la commune de CHALLERANGE 642
- Arrêté n° 2015-252 - RD N° 28 - Interdiction de circuler du PR 0+000 au PR 0+590 sur le territoire de la commune d'EVIGNY 644
- Arrêté n° 2015-253 - RD N° 978 - Réglementation de circulation du PR 24+020 au PR 24+150 sur le territoire de la commune de AUBIGNY LES POTHEES..... 646
- Arrêté n° 2015-254 - RD N° 3 - Réglementation de circulation du PR 3+480 au PR 4+020 sur le territoire des communes d'EVIGNY et PRIX LES MEZIERES 648
- Arrêté n° 2015-255 - RD N° 39 - Réglementation de circulation du PR 1+537 au PR 2+100 sur le territoire de la commune de WARCQ..... 650
- Arrêté n° 2015-256 - RD N°34 - Interdiction de circuler du PR 54+1214 au PR 57+150 sur le territoire des communes de NOUVION-SUR-MEUSE et VRIGNE-MEUSE 652

DIRECTION DES FINANCES

- Arrêté n° 2015-234 portant institution d'une régie de recettes au service gestion du patrimoine routier et mobilités 654

SYNDICAT MIXTE POUR LA REALISATION DE LA ZONE DE HAUTE TECHNOLOGIE DU MOULIN LE BLANC

- Arrêté portant délégation de signature à Monsieur David GUIOST..... 656

☒ Arrêté n° 2015-240 annulé

Ce document est certifié conforme.
Le Directeur Général des Services Départementaux,
Signé : Christiane DUFOSSÉ

**PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
DU 15 JUIN 2015
DECISION MODIFICATIVE N° 2 DE 2015**

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

**LE CONSEIL DEPARTEMENTAL
à l'unanimité**

- décide de ne pas procéder à la désignation du Secrétaire de séance à bulletin secret,
- désigne Mme Sylvie TORDO en qualité de Secrétaire de séance.

SITUATION DU DEPARTEMENT ET ACTIVITES DES SERVICES 2014

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL

a débattu de la situation du Département, des activités des services, du compte-rendu d'activités relatif aux parcs d'activités départementaux et du rapport sur la situation en matière de développement durable du Conseil départemental, pour l'année 2014.

**PREMIERE COMMISSION
(Education, Sport et Culture)**

N° 100 - SECTORISATION DES E.P.L.E. ARDENNAIS : RATTACHEMENT DES COMMUNES DE SAINT-PIERREMONT, SOMMAUTHE ET VAUX-EN-DIEULET AU COLLEGE DE RAUCOURT SUITE A LA FERMETURE DU SITE DE BUZANCY (COLLEGE DE GRANDPRE/BUZANCY)

**LE CONSEIL DEPARTEMENTAL
à l'unanimité
DECIDE**

- d'adopter le rapport du Président,
- d'approuver le rattachement des communes de SAINT-PIERREMONT, SOMMAUTHE et VAUX-EN-DIEULET à la sectorisation du Collège de RAUCOURT, suite à la fermeture du site de BUZANCY,
- d'autoriser le Président à signer les actes nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

N° 101 - SPORT ET CULTURE

**LE CONSEIL DEPARTEMENTAL
DECIDE
à l'unanimité**

- de prendre acte du report du dossier concernant le dispositif clubs phare - renom national - aide destinée au Club Sportif Sedan Ardennes (CSSA),
- de reporter aux Orientations budgétaires pour 2016 l'examen des nouvelles modalités d'intervention pour aider les communes rurales de moins de 2 000 habitants à réaliser leurs projets de salles des fêtes et salles communales,
- compte tenu des instances à honorer, d'abonder l'autorisation de programme « équipement sportif et socio-éducatif » d'un montant de 40 000 € et d'inscrire un crédit de paiement de même montant,
à la majorité des voix (7 abstentions)
- d'abonder l'autorisation de programme « aménagement muséographique » du Musée Guerre et Paix en Ardennes de 511 000 €, la portant ainsi à 2 000 000 €.

N° 102 - SITE DES VIEILLES-FORGES : ETUDES ET AMENAGEMENTS

**LE CONSEIL DEPARTEMENTAL
à l'unanimité
DECIDE**

- d'adopter le rapport du Président,

- d'ouvrir, dans le cadre de l'aménagement et du développement du site des Vieilles-Forges, une autorisation de programme et d'inscrire les crédits de paiement nécessaires à la réalisation des premières études (étude topographique, étude de programmation et de définition des besoins en produits touristiques), ainsi qu'il suit :

Autorisation de programme	Montant	Crédits de paiement	
		2015	2016
Etudes	50 000 €	50 000 €	-

- d'ouvrir, pour les travaux, une autorisation de programme et d'inscrire les crédits de paiement, ainsi qu'il suit :

Autorisation de programme	Montant	Crédits de paiement	
		2015	2016
Travaux	60 000 €	60 000 €	-

TROISIEME COMMISSION

(Aménagement et Développement du Territoire)

N° 300 - ROUTES ET INFRASTRUCTURES

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL

DECIDE

à l'unanimité

- d'adopter le rapport du Président, à l'exception du règlement d'intervention au titre de l'aide à l'installation de caméras de vidéosurveillance dans les espaces publics des communes de moins de 2 500 habitants,

- d'annuler, à la Décision modificative n° 2 de 2015, les crédits suivants :

- 695 000 € en dépenses d'investissement, au titre de l'aménagement du barreau de raccordement A304/RN43,

- 110 198 € en dépenses d'investissement, au titre des aides à la voirie communale de 2007 à 2010,

- 400 000 € en dépenses de fonctionnement, au titre de l'achat de fondants routiers nécessaires à la viabilité hivernale,

- 16 000 € en dépenses d'investissement au titre des études liées à la maintenance des ouvrages d'art,

- d'inscrire, à la Décision modificative n° 2 de 2015, les crédits complémentaires suivants :

- 130 000 € en dépenses d'investissement pour la réalisation des études relatives à l'aménagement du barreau de raccordement A304/RN43 et notamment le paiement des sommes dues au titre de la convention conclue avec la Chambre d'agriculture,

- 60 000 € en dépenses de fonctionnement pour le paiement des indemnités d'occupation à verser aux propriétaires riverains dont les parcelles ont été occupées pour les besoins du projet de barreau de raccordement A304/RN43,

- 100 000 € en dépenses de fonctionnement pour l'entretien des routes départementales,

- 240 000 € en dépenses d'investissement pour la réalisation de travaux de confortement du talus et de protection de la chaussée à LAIFOUR RD1,

- 170 000 € en dépenses d'investissement pour la mise en sécurité des cyclistes sur la RD46 a,

- 100 000 € en dépenses d'investissement pour la structuration à l'aide d'enrobés de la chaussée en traverse d'agglomération à TOURNES et ARREUX,

- 60 000 € en dépenses d'investissement pour les aides à la voirie communale (tranche 2 des dossiers votés en 2014).

- d'approuver le règlement d'intervention au titre du produit des amendes de police, tel qu'il figure en annexe à la délibération,

à la majorité des voix (1 voix contre)

- d'approuver le règlement d'intervention au titre de l'aide à l'installation de caméras de vidéosurveillance dans les espaces publics des communes de moins de 2 500 habitants, tel qu'il figure en annexe à la délibération,

- de donner délégation à la Commission permanente pour la répartition des crédits.

N° 301 - MOBILITÉS**LE CONSEIL DEPARTEMENTAL****à l'unanimité****DECIDE**

- d'adopter le rapport du Président,
- d'inscrire, à la Décision modificative n° 2 de 2015, les crédits suivants :
 - 19 000 € en dépenses de fonctionnement, pour les contrôles de conformité électrique,
 - 25 000 € en dépenses d'investissement pour les études économiques et 89 000 € en dépenses d'investissement, pour l'acquisition de matériel aéronautique, électrique et électronique,
 - 2 500 € en dépenses d'investissement pour la pose d'une caméra de vidéosurveillance, et une recette de même montant, sous la forme d'une subvention de l'ADRASEC,
 - 25 000 € en recettes de fonctionnement supplémentaires liées aux taxes aéroportuaires et à la convention d'herbage à remettre en service avec la SAFER,
- d'adopter le barème des taxes aéroportuaires de l'Aérodrome de BELVAL, tel qu'il figure en annexe à la délibération.

QUATRIEME COMMISSION**(Développement Economique)****N° 400 - ECONOMIE ET PARCS D'ACTIVITES****LE CONSEIL DEPARTEMENTAL****à l'unanimité****DECIDE**

- d'adopter le rapport du Président,
- dans le cadre de la Décision modificative n° 2 de 2015, au titre du Budget principal, pour le « développement économique » :
 - d'abonder, en fonctionnement, l'autorisation de programme de 150 000 € et d'inscrire des crédits de paiement supplémentaires d'un montant de 50 000 € pour 2015, 2016 et 2017 ;
 - d'abonder, en investissement, l'autorisation de programme consacrée au soutien à la recherche de 50 000 € et celle consacrée à l'aide à l'embauche de personnes défavorisées ou handicapées de 30 000 € et d'inscrire des crédits de paiement supplémentaires d'un montant de 15 000 € pour 2015 et 65 000 € pour 2016.

N° 401 - DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE**LE CONSEIL DEPARTEMENTAL****à l'unanimité****DECIDE**

- d'adopter le rapport du Président,
- d'abonder, dans le cadre de la Décision modificative n° 2 de 2015, l'autorisation de programme relative aux subventions apportées aux communes, à hauteur de 159 000 €,
- d'inscrire des crédits de paiement supplémentaires, pour un montant de 53 000 € en 2015 et de 106 000 € en 2016.

CINQUIEME COMMISSION**(Ressources)****N° 500 - TABLEAU DES EFFECTIFS DE LA COLLECTIVITE****LE CONSEIL DEPARTEMENTAL****à l'unanimité****DECIDE**

- d'adopter le rapport du Président,
- de modifier, dans le cadre de la Décision modificative n° 2 de 2015, le tableau des effectifs de la collectivité comme suit :

- création de 3 postes permanents (3 postes d'assistant de conservation), au sein de la cellule archéologique,
- recrutement de 3 assistants de conservation conformément à l'article 3.3.1 de la loi du 26 janvier 1984 sur la base du 4ème échelon,
- suppression d'un poste d'adjoint technique au Service culture,
- suppression d'un poste d'ingénieur territorial à la Direction des Solidarités
- de procéder aux mutations de crédits suivantes :
- rémunérations du personnel non titulaire (64313)+ 68 000 €
- frais de déplacement du personnel (6251)..... + 2 000 €
- location de matériel (6135) - 15 000 €
- contrat de prestation de services (611)..... - 45 000 €
- exposition temporaire (6223) - 10 000 €

N° 501 - LOGEMENTS DE FONCTION

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL

à l'unanimité

DECIDE

- d'adopter le rapport du Président,
- de modifier la liste des emplois logés par nécessité absolue de service, en retirant de cette liste les emplois figurant en annexe à la délibération.

N° 502 - DELEGATION DE COMPETENCES AU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL EN MATIERE DE JUSTICE - Communication

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL

DONNE ACTE au Président de sa communication relative aux actions en justice intentées contre le Département et aux actions intentées par le Département dont la liste figure en annexe à la délibération.

SIXIEME COMMISSION

(Affaires Financières)

N° 600 - FONDS DEPARTEMENTAL DE PEREQUATION DES TAXES ADDITIONNELLES AUX DROITS D'ENREGISTREMENT SUR LES MUTATIONS

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL

à l'unanimité

DECIDE

- d'adopter le rapport du Président,
 - de répartir le Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Additionnelle aux Droits d'Enregistrement sur les Mutations d'immeubles et de fonds de commerce dont le montant s'élève, au titre de l'année 2015, à 2 425 396,15 €,
 - de maintenir les critères de répartition existants, soit :
 - 20 % au prorata de la population DGF de chaque commune, selon 3 strates :
 - . moins de 500 habitants
 - . entre 500 et 1 000 habitants
 - . plus de 1 000 habitants
 - 40 % au prorata de l'effort fiscal de chaque commune,
 - 40 % au prorata des dépenses d'équipement brut par habitant.
- Les dépenses d'équipement brut définies au e) du 1 de l'article R. 2313-2 du Code Général des Collectivités Territoriales comprennent les acquisitions de biens meubles et immeubles, les travaux en cours, les immobilisations corporelles, les travaux d'investissement en régie et les opérations pour compte de tiers.
- d'assortir ces règles d'un « Tunnel » écrêtement/garantie permettant de limiter les variations trop brusques de dotation d'une année sur l'autre et de fixer, compte tenu de l'évolution du fonds à répartir, un taux d'évolution compris entre - 5 % et + 16,2 %,

- d'adopter la répartition 2015, telle qu'elle figure en annexe à la délibération.

N° 601 - AJUSTEMENTS BUDGETAIRES

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL

à l'unanimité

DECIDE

- d'adopter le rapport du Président,
- d'augmenter l'autorisation d'engagement correspondant aux taxes d'aménagement relatives au bâtiment modulaire et au lotissement d'activités de VILLERS-SEMEUSE, d'un montant de 48 604 € et d'inscrire un crédit de paiement d'un montant de 18 504 €,
- d'inscrire un crédit d'un montant de 100 000 €, afin d'abonder la ligne budgétaire consacrée aux titres annulés,

s'agissant des reprises de provisions :

* pour le Budget principal

- d'ajuster le montant provisionné de la dette garantie, à hauteur de 432 000 €, en effectuant une reprise de provision d'un montant de 15 000 € (recette de fonctionnement),

* pour le Budget annexe du laboratoire

- de reprendre en partie la provision, à hauteur de 4 700 €, par une recette de fonctionnement,
- d'inscrire, en dépenses et en recettes, les crédits nécessaires aux opérations d'investissement sous mandat détaillées comme suit :

INTITULE DE L'OPERATION	DEPENSES (4581)	RECETTES (4582)
Pôle scolaire d'Attigny – Révision de prix et fin de chantier	+ 110 000 €	+ 110 000 €
Giratoire d'Attigny - fin de chantier -	+ 5 000 €	+ 5 000 €
RD 222 (entre Tournes et Arreux) – traverses	+ 80 000 €	+ 80 000 €
Traverses de Warcq	+ 41 000 €	+ 41 000 €
TOTAL	+ 236 000 €	+ 236 000 €

- de procéder aux différentes régularisations comptables, telles que détaillées ci-après :

Libellé	Investissement	Fonctionnement
Budget principal		
Excédent de fonctionnement Madef – régularisation comptable (1068)	+ 501 233 €	
Subventions équilibre Madef – régularisation comptable (204132)	- 501 233 €	
Rémunération personnel titulaire (64111)		+ 1 089 000 €
Fonds de concours DDE (6568)		- 1 089 000 €
Matériel informatique (21838)	+ 127 776 €	
Logiciels (2051)	- 27 000 €	
Etudes (2031)	- 150 776 €	
Acquisitions diverses (2188)	+ 50 000 €	
Très haut débit – SMO (204152)	- 25 000 €	
Subvention équilibre ANT (65821)		+ 25 000 €
Salle Polyvalente de Bairon	- 40 000 €	+ 40 000 €
Contrat de prestation de service (611)	- 25 000 €	

Subventions Services d'Aide à Domicile pour la télégestion (657)	+ 25 000 €	
Budget annexe de la MaDEF (recettes)		
Régularisation comptable (10682)	+ 501 233 €	
Régularisation comptable (1312)	- 501 233 €	
Budget annexe des Parcs		
Titres annulés (673)		200 €
Prestations de service (6042)		- 200 €

Budget annexe de l'ANT		
Titres annulés (673)		200 €
Impôts et taxes (63512)		- 200 €
Redevances (6581)		+ 40 000 €
Contrats de maintenance (6156)		- 15 000 €
Budget annexe de l'archéologie		
Titres annulés (673)		100 €
Habillement (60636)		- 100 €
Budget annexe du Laboratoire		
Titres annulés (673)		100 €
Normes (6182)		- 100 €
Rémunérations (64111)		- 7 300 €
Formation professionnelle (6184)		+ 6 000 €
Frais de déplacement – formation (6251)		+ 6 000 €

- d'inscrire une dotation d'équilibre du Budget principal, d'un montant de 25 000 €, afin d'équilibrer le Budget annexe de l'Aménagement Numérique du Territoire,

- afin d'équilibrer la Décision modificative n° 2 de 2015, de procéder aux annulations de crédits, en fonctionnement et en investissement, conformément au tableau ci-dessous :

Libellé	Investissement	Fonctionnement
Créances admises en non valeur (6541)		- 32 504 €
Etudes et diagnostics (617)		- 50 000 €
Primes d'assurance (6568)		- 30 000 €
Fournitures de bureau		- 30 000 €
Equipement de protection individuelle		- 20 000 €
Crédits de paiement - subventions	- 145 802 €	
TOTAL	- 145 802 €	- 162 504 €

- suite à la décision d'annuler le crédit supplémentaire de 190 000 € destiné au CSSA au titre du dispositif des clubs phare, de réabonder les lignes annulées dans le tableau ci-dessus à hauteur de 162 504 € et d'abonder la ligne « charges exceptionnelles » d'un montant de 27 496 €.

RAPPORT DE SYNTHESE - DECISION MODIFICATIVE N° 2 DE 2015

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL

DECIDE

à l'unanimité

- de procéder par un vote à main levée pour l'adoption de la Décision modificative n° 2 de 2015,
- d'adopter la Décision modificative n° 2 de 2015 des Budgets annexes de la MaDEF, du Laboratoire départemental d'analyses, des Parcs d'Activités, de l'Aménagement Numérique du Territoire et de l'Archéologie qui s'équilibre (mouvements réels) :

* Budget annexe de la MaDEF : +/- 501 233 €

* Budget annexe du Laboratoire départemental d'analyses :

- en recettes, à la somme de 4 700 €

- en dépenses, à la somme de 4 700 €

* Budget annexe des Parcs d'Activités : +/- 200 €

* Budget annexe de l'Aménagement Numérique du Territoire :

• en recettes, à la somme de 25 000 €

• en dépenses, à la somme de 25 000 €

* Budget annexe de l'Archéologie : +/- 68 100 €

conformément à la ventilation par chapitre annexée à la présente délibération.

à la majorité des voix (7 abstentions)

- d'adopter la Décision modificative n° 2 de 2015, Budget Principal - section de fonctionnement, qui s'équilibre (mouvements réels) :

• en recettes, à la somme de 40 000 €

• en dépenses, à la somme de 40 000 €

conformément à la ventilation par chapitre annexée à la présente délibération,

d'adopter la Décision modificative n° 2 de 2015, Budget Principal - section d'investissement, qui s'équilibre (mouvements réels) :

• en recettes, à la somme de 238 500 €

• en dépenses, à la somme de 238 500 €

conformément à la ventilation par chapitre annexée à la présente délibération,

DELEGATIONS DANS LES ORGANISMES EXTERIEURS - Conseil d'Administration de la RDTA

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL

à l'unanimité

DECIDE

- de procéder, par un vote à main levée, à la désignation des représentants appelés à siéger au Conseil d'Administration de la Régie Départementale des Transports des Ardennes,

- de désigner :

Au titre des personnes qualifiées :

M. Francis SIGNORET

M. Mario IGLESIAS

M. Guy CAMUS

Au titre des représentants du personnel :

M. Eddy SAGOT

M. Alain LE BORGNE

**PROCES-VERBAL SOMMAIRE DE LA REUNION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU
5 JUIN 2015**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

2015.06.136 - VENTE PUBLIQUE MOBILIERE DES DOMAINES

Aliénation pour le compte du Département

La Commission permanente

AUTORISE le Président à :

- remettre au Commissariat aux Ventes des Domaines le matériel photographique, détaillé ci-après, totalement obsolète et n'ayant plus aucune utilité de service, en vue de sa destruction :

- 4 lecteurs de microfilms Gidéon
- 1 caméra ProServ A0
- 1 développeuse MCF 500
- 1 équipement de filtration Métafix enviro-filter
- le radier ensuite des registres d'inventaire.

DIRECTION DE L'ACTION CULTURELLE, EDUCATIVE ET SPORTIVE

**2015.06.137 - DOTATION COMPLEMENTAIRE DE FONCTIONNEMENT POUR LE COLLEGE
DE GRANDPRE/BUZANCY**

La Commission permanente :

- DECIDE d'accorder au collège de GRANDPRE/BUZANCY une dotation complémentaire pour le financement d'une partie de la vidange de la station d'épuration ;
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir.

**2015.06.138 - RELIQUATS DE CREDITS DE SUBVENTIONS "AIDE A LA PRATIQUE DES
ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES" DU COLLEGE DE ROCROI/MAUBERT-FONTAINE**

La Commission permanente

DECIDE de déspecialiser les reliquats de crédits de subventions "aide à la pratique des activités physiques et sportives" attribuées au collège de ROCROI/MAUBERT-FONTAINE le 9 janvier 2015, pour les affecter au financement de deux vidéoprojecteurs.

**2015.06.139 - RELIQUATS DE CREDITS DE SUBVENTIONS "ACTIONS VOLONTAIRES" DU
COLLEGE DE VIREUX-WALLERAND**

La Commission permanente

DECIDE de déspecialiser les reliquats de crédits de subventions «actions volontaires» 2012-2013 attribuées au collège de VIREUX-WALLERAND, pour les affecter au financement d'une sortie au Futuroscope de POITIERS, dans le cadre d'un projet "e-twinning - les sciences en anglais".

**2015.06.140 - PROJETS DEPARTEMENTAUX D'ACTIONS EDUCATIVES 2015 DES COLLEGES
ARDENNAIS ET BILANS 2014**

La Commission permanente :

- PREND ACTE du bilan des projets départementaux d'actions éducatives menés en 2014 par les collèges ardennais ;
- APPROUVE les projets départementaux d'actions éducatives 2015.

2015.06.141 - ATTRIBUTION D'UNE AIDE AUX E.P.L.E. ARDENNAIS POUR LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION EN RESTAURATION COLLECTIVE DANS LE CADRE DE LA SEMAINE DU GOÛT 2015

La Commission permanente

DECIDE d'attribuer aux Etablissements Publics Locaux d'Enseignement ardennais, pour la mise en place d'une action en restauration collective dans le cadre de la "Semaine du Goût 2015", une aide (soit 8 870 rationnaires/repas), selon la répartition jointe en annexe à la délibération.

2015.06.142 - DISPOSITIF D'AIDE AUX COLLEGES POUR LES FRAIS LIES A L'APPRENTISSAGE DE LA NATATION

La Commission permanente, dans le cadre du dispositif d'aide aux collèges pour les frais liés à l'apprentissage de la natation :

- APPROUVE le montant accordé aux collèges publics, selon le tableau figurant en annexe 1 à la délibération ;
- APPROUVE le montant accordé aux collèges privés, selon le tableau figurant en annexe 2 à la délibération ;
- DEMANDE, au vu de l'effort financier significatif du Conseil départemental pour la construction des équipements sportifs structurants pour le territoire ardennais, la gratuité ou le maintien de celle-ci aux collectivités concernées et ce, pour favoriser la qualité des enseignements sportifs aux collégiens.

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ECONOMIE

2015.06.143 - INITIATIVE ARDENNES

DISPOSITIF D'AIDE AUX JEUNES ET AUX FEMMES - Communication

Le Président du Conseil départemental présente à la Commission permanente une communication relative au dispositif d'aide aux jeunes de moins de 30 ans et aux femmes, mis en place par la plateforme d'initiative locale INITIATIVE ARDENNES.

2015.06.144 - ACCORD DE COOPERATION AU PROJET INTERNATIONAL "LA MEUSE A VELO"

La Commission permanente, dans le cadre du projet international "La Meuse à Vélo" :

- APPROUVE l'intégration du Conseil départemental au consortium "La Meuse à Vélo" ;
- APPROUVE la participation financière du Conseil départemental répartie sur les années 2015 et 2016 ;
- AUTORISE le Président à signer tout document nécessaire à l'application de cette décision et, notamment, l'accord de coopération, tel qu'il figure en annexe à la délibération.

DIRECTION DES SOLIDARITES

2015.06.145 - RECOURS PORTANT SUR DES DECISIONS DE NON-ADMISSION ET SUR DES DATES D'ADMISSION A L'AIDE SOCIALE A L'HEBERGEMENT DE PERSONNES AGEES

La Commission permanente :

CONSIDERANT que :

- en date du 29/10/2012, Madame et Monsieur M et R F ont déposé une demande d'aide sociale pour la prise en charge de leurs frais d'hébergement à l'EHPAD "la petite Venise", établissement géré par le Centre Hospitalier de SEDAN ;
- les investigations entreprises n'ont pas permis d'obtenir l'ensemble des éléments indispensables à l'instruction du dossier de la part de certains des obligés alimentaires ;
- de ce fait, les deux décisions de non-admission ont été prises le 29/05/2013 ;
- par courrier du 02/07/2013, l'UDAF, nommée en qualité de tuteur, forme un recours gracieux contre ces décisions de non-admission ;

- le Juge aux Affaires Familiales, par jugement du 19/02/2014, décharge l'ensemble des obligés alimentaires ;
- l'UDAF, par courrier du 25/07/2014, demande que la prise en charge débute au 23/10/2012, date d'entrée en établissement de Madame et Monsieur F ;
- Monsieur F est décédé le 24/02/2015 ;
- CONFIRME, d'une part, la décision de non-admission notifiée le 29 mai 2013 concernant Madame et Monsieur M et R F et, d'autre part, la date d'admission au 19/02/2014, suite à la décision du Juge aux Affaires Familiales du même jour ;
- CONSIDERANT que :
 - Monsieur R C est entré, le 02/05/2012, à l'EHPAD "la petite Venise", établissement géré par le Centre Hospitalier de SEDAN ;
 - un dossier de demande d'aide sociale pour les frais d'hébergement a été déposé dès l'entrée de Monsieur en établissement, et que les investigations entreprises n'ont pas permis d'obtenir l'ensemble des éléments indispensables à l'instruction du dossier de la part de certains des obligés alimentaires ;
 - de ce fait, la décision de non-admission a été prise le 29/05/2013 ;
 - par courrier du 02/07/2013, l'UDAF, nommée en qualité de tuteur en date du 13/09/2012, forme un recours gracieux contre la décision de non-admission ;
 - le Juge aux Affaires Familiales, par jugement du 20/11/2013, décharge un obligé alimentaire et fixe le montant de l'obligation d'un des enfants de Monsieur R C ;
 - CONFIRME, d'une part, la décision de non-admission notifiée le 29 mai 2013 concernant Monsieur R C et, d'autre part, la date d'admission au 20/11/2013, suite à la décision du Juge aux Affaires Familiales du même jour ;
 - CONSIDERANT que :
 - Madame et Monsieur M et G P, âgés respectivement de 68 ans et 61 ans, ont formulé par l'intermédiaire de l'UDAF, des demandes de prises en charge par le Conseil général de leurs frais d'hébergement à l'EHPAD de Glaire où ils sont accueillis depuis le 25/07/2012 ;
 - le dossier de Madame P a été instruit et a fait l'objet d'une décision d'admission au 25/07/2012 notifiée le 27/09/2012 ;
 - la demande concernant Monsieur G P a abouti à une décision de non-admission pour le motif que « le demandeur ne peut être admis au bénéfice de l'aide sociale, compte tenu des conditions réglementaires non satisfaisantes ». En effet, Monsieur G P n'a pas l'âge requis de 65 ans ouvrant droit à une admission au titre de l'aide sociale et il ne remplit pas les conditions d'admission entre 60 et 65 ans, à savoir, une reconnaissance du handicap ou une restriction substantielle et durable d'accès à l'emploi ;
 - néanmoins, la situation particulière de ce couple est à prendre en considération, compte tenu des conditions exceptionnelles ayant nécessité son placement, notamment l'arrêt de péril de son habitation qui a eu pour effet la démolition de sa maison. L'argumentation du recours de l'UDAF montre qu'une séparation du couple n'est pas « humainement possible ». La présence de Monsieur stabilise Madame lourdement handicapée, et est bénéfique à l'intégration de celle-ci dans l'établissement.
 - DONNE une suite favorable à la demande concernant Monsieur G P et décide de son admission à l'aide sociale au 25/07/2012, date de son entrée en établissement avec son épouse.

DIRECTION DES FINANCES

2015.06.146 - MARCHES FORMALISES ET MARCHES A PROCEDURE ADAPTEE DES MOIS DE JANVIER, FEVRIER ET MARS 2015 - Communication

Le Président du Conseil départemental présente à la Commission permanente une communication relative aux marchés formalisés et aux marchés à procédure adaptée des mois de janvier, février et mars 2015.

2015.06.147 - DACES - PÔLES SCOLAIRES - Première répartition 2015

La Commission permanente, au titre de l'action volontaire du Conseil départemental en faveur de la constitution de pôles scolaires intercommunaux du 1^{er} degré :

- DECIDE d'attribuer les subventions suivantes :
- au SIVOM de l'Argonne Ardennaise pour la réfection de la toiture du pôle scolaire de GRANDPRE ;

- au SIVOM de LE CHESNE pour le remplacement de la chaudière du pôle scolaire de BRIEULLES-SUR-BAR ;
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir ;
- PREND ACTE qu'une deuxième répartition des crédits est à prévoir d'ici 2016 pour les opérations de construction d'un pôle scolaire à AUBRIVES, d'un pôle scolaire à ETEIGNIERES et d'un restaurant scolaire à VRIGNE-AUX-BOIS, dès réception des dossiers complétés.

2015.06.148 - DACES - FOYERS SOCIO-EDUCATIFS DES COLLEGES Subvention de fonctionnement 2015

La Commission permanente, au titre du soutien du Conseil départemental aux foyers socio-éducatifs des collèges publics et privés, pour leur fonctionnement 2015 :

- DECIDE de répartir une somme, conformément au tableau figurant en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir.

2015.06.149 - DACES - SOUTIEN AUX ACTIONS A CARACTERE EDUCATIF ET CULTUREL DES COLLEGES ARDENNAIS - Année scolaire 2014-2015

La Commission permanente, dans le cadre de l'action volontaire du Conseil départemental en faveur des actions à caractère éducatif et culturel des collèges :

- APPROUVE la répartition au bénéfice de six collèges, afin de soutenir 10 actions à caractère éducatif et culturel, pour l'année scolaire 2014/2015, telle qu'elle figure en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir.

2015.06.150 - DACES - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS D'ETUDIANTS

La Commission permanente, au titre du soutien du Conseil départemental en faveur d'associations d'étudiants et d'organismes dont les compétences ont trait au domaine de l'éducation :

- DECIDE d'attribuer à l'Association d'Organisation des Stages à l'Etranger (ASOSE) des étudiants infirmiers de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) "René Miquel" de CHARLEVILLE-MEZIERES, une subvention dans le cadre de voyages humanitaires au VIETNAM, au CAMBODGE, au PEROU et en INDE, au titre de l'année 2015 ;
- DECIDE d'attribuer à l'association INTERCampus de REIMS, une subvention pour l'organisation, le 24 mars 2015, de l'opération "Raconte moi la Fac" ;
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir.

2015.06.151 - DACES - AIDES EXCEPTIONNELLES DE SCOLARITE Année scolaire 2014-2015 - Quatrième répartition 2015

La Commission permanente, dans le cadre du soutien du Conseil départemental aux étudiants ardennais par l'attribution d'aides exceptionnelles de scolarité :

- DECIDE d'attribuer des aides au bénéfice de 4 étudiants, selon le détail figurant en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir.

2015.06.152 - DACES - BOURSES D'ETUDES LINGUISTIQUES - Deuxième répartition 2015

La Commission permanente :

- DECIDE d'attribuer des bourses d'études linguistiques au bénéfice de trois étudiants ardennais, selon la répartition jointe en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir.

2015.06.153 - DACES - AIDES AUX FORMATIONS BAFA, BAFD ET BNSSA - Quatrième répartition de l'exercice budgétaire 2015

La Commission permanente, au titre de l'aide du Conseil départemental en faveur des Ardennais suivant une formation BAFA (Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur), BAFD (Brevet d'Aptitude aux Fonctions

de Directeur) ou BNSSA (Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique) :

- DECIDE d'accorder des aides, selon la répartition jointe en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir.

2015.06.154 - DACES - EQUIPEMENTS SPORTIFS ET SOCIO-EDUCATIFS

Première répartition de l'exercice 2015

La Commission permanente, au titre de l'action volontaire du Conseil départemental en direction des Communes et des associations, afin de les aider à créer ou moderniser leurs équipements sportifs et socio-éducatifs :

- DECIDE d'attribuer des subventions, selon la répartition jointe en annexe à la délibération ;
- APPROUVE les termes de la convention à intervenir avec la Communauté de Communes de l'Argonne Ardennaise pour la construction d'une piscine communautaire sur la commune de VOUZIERES, telle qu'elle figure en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer ce document, ainsi que tout acte à intervenir.

2015.06.155 - DACES - RENOM NATIONAL - CLUBS PHARE

"Roller Ardenne pays rethélois" - Saison 2015-2016

La Commission permanente, dans le cadre de l'aide du Conseil départemental aux clubs phare de renom national :

- DECIDE d'attribuer à l'association "Roller Ardenne pays rethélois" une subvention au titre de la saison 2015-2016 ;
- APPROUVE la convention à intervenir avec l'association, telle qu'elle figure en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer ce document, ainsi que tout acte à intervenir.

2015.06.156 - DACES - ENCOURAGEMENT AU SPORT - Saison sportive 2014-2015

Clubs évoluant au plus haut niveau régional - Troisième répartition de l'exercice budgétaire 2015

La Commission permanente, au titre du soutien du Conseil départemental aux clubs sportifs ardennais évoluant au plus haut niveau régional ou en prénational, afin de les aider à faire face aux charges qui grèvent lourdement leur budget, en particulier, les frais de déplacement :

- DECIDE d'accorder des subventions, selon la répartition jointe en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir.

2015.06.157 - DACES - MANIFESTATIONS SPORTIVES

Cinquième répartition de l'exercice budgétaire 2015

La Commission permanente, au titre de l'action volontaire du Conseil départemental en direction des manifestations à caractère purement sportif et, en particulier, celles ayant un caractère sportif départemental :

- DECIDE d'accorder des subventions, selon la répartition jointe en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir et notamment la convention avec les associations qui bénéficient d'un cumul de subventions égal ou supérieur à 23 000 € au cours de l'année.

2015.06.158 - DACES - PLANS DE DEVELOPPEMENT DE DISCIPLINES SPORTIVES 2015

Première répartition

La Commission permanente, au titre de l'action volontaire du Conseil départemental en faveur du sport de masse :

- APPROUVE la répartition des subventions en faveur des comités sportifs départementaux et de certaines associations, dans le cadre de plans pluriannuels de développement de leur discipline, telle qu'elle figure en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir, notamment les avenants qui seront signés avec les comités et clubs sportifs concernés par des évolutions de montants de subventions ou d'objectifs.

**2015.06.159 - DACES - AIDES AUX ASSOCIATIONS SPORTIVES ET COMITES
DEPARTEMENTAUX - Troisième répartition de l'exercice budgétaire 2015**

La Commission permanente, au titre de l'action volontaire du Conseil départemental pour le fonctionnement des associations sportives et des comités départementaux :

- DECIDE d'accorder des subventions, selon la répartition figurant en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir.

2015.06.160 - DACES - SPORT SCOLAIRE UNSS - Subventions de fonctionnement 2015

La Commission permanente, au titre du soutien du Conseil départemental aux associations sportives des collèges et au Comité Départemental UNSS pour leur fonctionnement 2015 :

- DECIDE d'accorder des subventions d'un montant total de 23 000 €, selon la répartition jointe en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir.

**2015.06.161 - DACES - ANIMATIONS SCOLAIRES INITIEES PAR LE SERVICE DES SPORTS
Deuxième répartition de l'exercice budgétaire 2015**

La Commission permanente

DECIDE, dans le cadre de l'action volontaire du Conseil départemental en direction des établissements scolaires qui participent aux animations mises en œuvre par le Service des Sports du Conseil départemental, d'attribuer des subventions en faveur des collèges figurant sur la liste jointe en annexe à la délibération.

2015.06.162 - DACES - EQUIPEMENT CULTUREL - Première répartition 2015

La Commission permanente, au titre de l'équipement culturel :

- APPROUVE la première répartition de crédits, telle qu'elle figure en annexe à la délibération ;
- APPROUVE la convention d'aide financière à intervenir avec la Commune de MONTCORNET pour la construction d'un village historique, ainsi que celle à intervenir avec la Communauté d'agglomération de CHARLEVILLE-MEZIERES/SEDAN, pour le surcoût lié aux travaux de l'Ecole Supérieure Nationale de la Marionnette (ESNAM), sise à CHARLEVILLE-MEZIERES ;
- AUTORISE le Président à signer ces documents et tout acte à intervenir.

**2015.06.163 - DACES - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2015
ARDENNES PATRIMOINE INSERTION**

La Commission permanente

DECIDE, afin de lui permettre de poursuivre ses actions de restauration et de mise en valeur du patrimoine ardennais, d'allouer, pour 2015, à l'association "Ardenne, Patrimoine, Insertion", située à LA FRANCHEVILLE, une subvention de fonctionnement.

**2015.06.164 - DACES - FONDS CULTUREL DEPARTEMENTAL - MANIFESTATIONS
CULTURELLES - Troisième répartition 2015**

La Commission permanente, dans le cadre du soutien du Conseil départemental aux organisateurs d'événements culturels qui animent le territoire départemental tout au long de l'année :

- DECIDE d'accorder des subventions, selon la répartition jointe en annexe à la délibération ;
- APPROUVE les conventions à intervenir avec la Ville de SEDAN pour l'organisation, les 16 et 17 mai 2015, du 20^{ème} Festival Médiéval de SEDAN et l'association FLAP pour l'organisation de la 11^{ème} édition du Cabaret Vert qui aura lieu du 20 au 23 août 2015 ;
- AUTORISE le Président à signer ces documents et tout acte à intervenir.

2015.06.165 - DACES - ASSOCIATIONS CULTURELLES DE JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE - Première répartition 2015

La Commission permanente, au titre de l'action volontaire du Conseil départemental en direction des associations culturelles de jeunesse et d'éducation populaire :

- DECIDE d'accorder des subventions à 83 associations de jeunesse et d'éducation populaire, selon la répartition jointe en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir.

2015.06.166 - DACES - PROTECTION DU PATRIMOINE - Première répartition 2015

La Commission permanente, au titre de l'action volontaire du Conseil départemental en matière de protection du patrimoine, pour financer les travaux de restauration des bâtiments et objets mobiliers, classés ou inscrits à l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques, et les travaux portant sur le clos, le couvert et les vitraux des édifices cultuels non protégés du département :

- DECIDE d'accorder des subventions, selon la répartition jointe en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir.

2015.06.167 - DACES - DEVOIR DE MEMOIRE - Première répartition 2015

La Commission permanente, au titre du Devoir de Mémoire :

- DECIDE d'accorder des subventions, selon la répartition jointe en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir.

2015.06.168 - DATE - AIDE A LA PARTICIPATION DE PME A DES MANIFESTATIONS COMMERCIALES EXTERIEURES A LA REGION

La Commission permanente, au titre de l'aide aux PME participant à des manifestations commerciales extérieures à la région Champagne-Ardenne ou à des missions de prospection à l'étranger :

- DECIDE d'attribuer des subventions aux entreprises répertoriées en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer tout document relatif à l'application de ces décisions.

2015.06.169 - DATE - DISPOSITIF D'AIDE A L'INVESTISSEMENT ET A L'EMPLOI ET AIDE A L'EMBAUCHE DE TRAVAILLEURS DEFAVORISES

La Commission permanente :

- DECIDE, au titre du dispositif d'aide à l'investissement et à l'emploi, l'attribution de prêts à taux zéro, remboursables par trimestrialités sur 7 ans, après un différé d'un an, au bénéfice des entreprises répertoriées en annexes 1 et 2 à la délibération ;
- DECIDE, au titre de l'aide à l'embauche de travailleurs défavorisés ou handicapés, pour l'embauche de personnes répondant à cette définition, l'attribution d'une subvention à la SARL ARDEN BOIS à BELLEVILLE ET CHATILLON SUR BAR pour l'embauche de 2 demandeurs d'emploi longue durée ;
- AUTORISE le Président à signer tout document relatif à l'application de ces décisions.

2015.06.170 - DATE - AIDE A LA MISE AUX NORMES

La Commission permanente, au titre de l'aide à la mise aux normes d'hygiène, de sécurité et d'environnement des petites entreprises :

- DECIDE d'attribuer à la SAS BG (AUBERGE DU MALGRE TOUT), implantée à REVIN, une subvention représentant 50 % d'une dépense éligible plafonnée, pour la mise aux normes de son système de sécurité incendie ;
- AUTORISE le Président à signer tout document relatif à l'application de cette décision.

2015.06.171 - DATE - DIAGNOSTIC GEODE

La Commission permanente, dans le cadre du soutien du Conseil départemental aux entreprises réalisant le diagnostic GEODE, prestation reconduite par la Banque de France, par convention du 2 janvier 2014 :

- DECIDE d'allouer des subventions pour les opérations détaillées en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer tout document relatif à ces décisions.

2015.06.172 - DATE - LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DES ARDENNES **Dispositif Local d'Accompagnement**

La Commission permanente, au titre des aides de fonctionnement accordées aux associations et personnes privées :

- DECIDE, compte tenu de l'intérêt de l'opération et de la mobilisation des concours de l'Europe, de l'Etat, du Conseil Régional de Champagne-Ardenne et de la Caisse des Dépôts et Consignations, d'accorder à la Ligue de l'Enseignement des Ardennes, pour l'exercice 2015, une subvention pour la poursuite du Dispositif Local d'Accompagnement (DLA) ;
- AUTORISE le Président à signer tout document relatif à cette décision.

2015.06.173 - DATE - AIDE AUX INVESTISSEMENTS DE DIVERSIFICATION AGRICOLE

La Commission permanente, au titre du soutien du Conseil départemental aux investissements de diversification agricole :

- DECIDE l'attribution d'un prêt à taux zéro remboursable trimestriellement sur une période de 7 ans, après un différé d'un an, à M. E L, agriculteur à AUTRUCHE, correspondant au coût de l'acquisition d'une cuve fromagère de 300 L, d'un container frigorifique, de la remise en état de la laiterie, de travaux d'habillage, d'acquisition de matériel et de silos, de la réalisation d'une salle de traite et de la construction d'un nouvel hangar pour chèvres ;
- AUTORISE le Président à signer tout document relatif à l'application de cette décision.

2015.06.174 - DATE - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT EN AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT

La Commission permanente :

- DECIDE d'attribuer, au titre des subventions de fonctionnement en agriculture :
 - au Groupement de Défense Sanitaire Apicole pour la lutte contre la varroase,
 - au Groupement de Défense Sanitaire du Bétail pour la lutte contre les maladies animales,
- DECIDE d'attribuer, au titre des subventions de fonctionnement en environnement :
 - à l'Agence Locale de l'Energie et du Climat des Ardennes (ALE 08), une aide pour ses actions de sensibilisation et d'accompagnement des porteurs de projets de développement de la filière "bois énergie" et une aide pour la mission d'animation du projet citoyen de méthanisation collective "La Garoterie",
 - à l'association "La Revinoise", une subvention pour l'organisation du salon chasse-pêche-nature, les 20 et 21 juin 2015 à REVIN,
 - à l'Etablissement Public d'Aménagement de la Meuse et de ses Affluents (EPAMA), une subvention pour les frais de gestion et d'entretien des ouvrages de la ZRDC de MOUZON,
- APPROUVE les termes des conventions à intervenir avec le Groupement de Défense Sanitaire du Bétail d'une part, et l'Agence Locale de l'Energie et du Climat des Ardennes d'autre part, telles qu'elles figurent en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer ces documents ainsi que tout acte à intervenir.

2015.06.175 - DATE - AMENAGEMENT DE RIVIERES NON DOMANIALES **Première répartition**

La Commission permanente, au titre de l'aménagement de rivières non domaniales :

- DECIDE d'accorder des subventions, selon la répartition jointe en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir.

2015.06.176 - DATE - PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE **Cinquième répartition**

La Commission permanente, au titre du Programme de Rénovation Urbaine :

- DECIDE d'accorder à la Ville de CHARLEVILLE-MEZIERES des subventions pour l'aménagement des

espaces publics des secteurs îlot Nord/place Bauchart (phase 3) et îlot Sud, dans le quartier de la Ronde Couture, conformément au tableau figurant en annexe à la délibération ;

- AUTORISE le Président à signer l'arrêté de subvention et tout acte à intervenir relatif à ces décisions.

2015.06.177 - DDS - AIDE AUX VACANCES EN CENTRES DE LOISIRS

Deuxième répartition

La Commission permanente, au titre de l'aide volontaire du Conseil départemental aux vacances des enfants ardennais en accueil de loisirs :

- DECIDE d'attribuer des aides au bénéfice de 15 enfants ressortissants de la CAF ou de la MSA, selon la répartition jointe en annexe à la délibération ;

- DECIDE d'attribuer une avance à l'association Enfance Ouvrière Ardennaise de CHARLEVILLE-MEZIERES pour préparer l'accueil des enfants ardennais cet été ;

- DEMANDE, suite à une erreur de bénéficiaire, le remboursement de l'aide attribuée le 14 novembre 2014 à l'association du Centre de Loisirs Sans Hébergement de NOUVION SUR MEUSE et autorise un versement de même montant à l'association communautaire des Centres de Loisirs Sans Hébergement de FLIZE-ELAN-DOM LE MESNIL ;

- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir.

DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

2015.06.178 - DELEGATION DE COMPETENCES DE TRANSPORTS SCOLAIRES

Convention de délégation de compétences avec la Communauté de Communes Ardennes Thiérache pour l'organisation d'un service régulier public routier créé pour assurer, à titre principal, à l'intention des élèves, la desserte d'établissements d'enseignement

La Commission permanente, au titre de l'organisation des transports routiers non urbains de personnes :

- PREND ACTE que la Communauté de Communes Ardennes Thiérache demande l'autorisation d'organiser le transport scolaire des élèves des hameaux de Bolmont et d'Hardoncelle (commune de REMILLY LES POTHEES - Canton de ROCROI) à destination du pôle scolaire de ROUVROY SUR AUDRY, ne relevant pas de la compétence du Conseil départemental ;

- AUTORISE la délégation de compétence d'organisation du transport scolaire pour les élèves ne relevant pas de la compétence du Conseil départemental ;

- DECIDE de reconnaître la Communauté de Communes Ardennes Thiérache comme organisatrice de second rang ;

- AUTORISE la création des services par la Communauté de Communes Ardennes Thiérache, qui assure la charge financière du transport ;

- APPROUVE les termes de la convention à intervenir, telle qu'elle figure en annexe à la délibération ;

- AUTORISE le Président à signer ce document, ainsi que tout acte pouvant intervenir dans le cadre de ce dossier.

2015.06.179 - CONFORTEMENT DU CHEMIN RURAL PARALLELE A LA RD 222, COMMUNES D'ARREUX ET DE TOURNES

La Commission permanente, suite à la découverte de matériaux impropres à leur réutilisation sur le chantier de l'autoroute A304 et à leur mise en décharge principalement à MONTCORNET, en utilisant le réseau routier départemental pour accéder aux différents sites et notamment la RD 222 :

AUTORISE le Président à signer la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage relative au confortement du chemin rural parallèle à la RD 222, Communes d'ARREUX et de TOURNES, telle qu'elle figure en annexe à la délibération, ainsi que toute pièce relative à l'exécution de ces travaux.

Le montant des travaux sera versé par la DREAL Champagne-Ardenne aux Communes, qui reverseront cette somme au Département.

2015.06.180 - CREATION DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC ADMINISTRATIF "AGENCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE DES ARDENNES"

La Commission permanente :

- APPROUVE la création d'une Agence Technique Départementale, dénommée ATD08, sous la forme d'un établissement public administratif ;
- APPROUVE les termes des statuts, tels qu'ils figurent en annexe à la délibération ;
- PREND ACTE du budget prévisionnel 2015 de l'agence, tel qu'il figure en annexe à la délibération ;
- DECIDE d'attribuer une subvention pour l'exercice 2015, à verser en 2 acomptes, à compter du 1^{er} juillet 2015 ;
- DECIDE de prendre en charge les premiers frais de l'agence qui seront remboursés dès le vote du budget ;
- AUTORISE le Président à signer l'arrêté afférent ;
- DECIDE de procéder par un vote à main levée pour la désignation des 10 Conseillers départementaux appelés à siéger à l'Assemblée générale et au Conseil d'administration de l'ATD08 ;
- DESIGNER, en plus du Président, les Conseillers suivants :
MM. Renaud AVERLY, Patrick DEMORGNY, Thierry MALJEAN, Mme Else JOSEPH, MM. Jean GODARD, Hugues MAHIEU, Marc WATHY, Claude WALLENDORFF, Mme Sylvie TORDO, M. Noël BOURGEOIS
- APPROUVE les termes de la convention de coopération logistique à intervenir entre le Conseil départemental et l'ATD08, telle qu'elle figure en annexe à la délibération ;
- AUTORISE le Président à signer les statuts et la convention.

2015.06.181 - DEVELOPPEMENT DE LA ZAC DE REGNIOWEZ

Adhésion à la Fédération des Etablissements Publics Locaux

La Commission permanente :

- DECIDE d'adhérer à la Fédération des Etablissements Publics Locaux, qui regroupe, sous statut associatif loi 1901, plus de 1 200 Etablissements Publics Locaux en France, soit 6 000 élus / administrateurs de SEM ou d'autres formes d'EPL ;
- Il donne droit à un accompagnement technique, administratif et juridique pendant toute la durée de constitution de la SEM et son lancement. Un support dédié, des formations et des informations sont proposés ainsi que l'intégration de la collectivité au sein des espaces de partages avec le réseau constitué par l'ensemble des membres et partenaires de la fédération.
- AUTORISE le Président à signer tout acte à intervenir ainsi que tout autre document qui s'avérerait nécessaire, dans le cadre de cette adhésion.

DIRECTION DU PATRIMOINE

2015.06.182 - CONVENTION DE GESTION ET D'ENTRETIEN DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT LE LONG DES ROUTES DEPARTEMENTALES

La Commission permanente :

- PREND ACTE que la Commune de HAM SUR MEUSE a décidé, après accord du Conseil départemental, de réaliser des travaux d'aménagement aux abords de la RD 46DB, et a accepté, par décision de son Conseil municipal, la gestion et l'entretien des aménagements, à l'issue des travaux ;
- AUTORISE le Président à signer la convention de gestion et d'entretien des aménagements correspondants, telle qu'elle figure en annexe à la délibération, ainsi que tout acte à intervenir.

2015.06.183 - CREATION D'UNE NOUVELLE MAISON DEPARTEMENTALE DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE - Ville de CHARLEVILLE-MEZIERES - Acquisition foncière

La Commission permanente, dans le cadre de la construction d'une nouvelle Maison Départementale de l'Enfance et de la Famille (MaDEF) :

- DECIDE d'accepter l'offre de la Ville de CHARLEVILLE-MEZIERES et d'acquérir les 2 parcelles cadastrées AB 138 et AB 363, sises à CHARLEVILLE-MEZIERES, à proximité de la résidence Patrice GROFF sur le site "Grande Terre", d'une superficie totale de 16 410 m², conformément au plan joint en annexe à la délibération, conforme à l'estimation du Service du Domaine ;

- AUTORISE le Président à signer les actes et documents relatifs à ce dossier, sachant que les frais de notaire seront à la charge exclusive du Conseil départemental.

2015.06.184 - DENOMINATION DE LA NOUVELLE CASERNE DE GENDARMERIE DE RETHEL - Communication

Le Président du Conseil départemental présente à la Commission permanente une communication relative à la dénomination de la nouvelle caserne de gendarmerie de RETHEL.

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE

2015.06.185 - DELEGATIONS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DANS LES ORGANISMES EXTERIEURS

La Commission permanente :

- DECIDE de procéder par un vote à main levée pour les désignations attendues ;
- DECIDE :
 - pour le Conseil d'Administration de l'association du Comité La Tour de GLAIRE qui ne compte qu'un seul représentant du Conseil départemental, de désigner Mme Anne DUMAY,
 - pour la Commission départementale consultative des gens du voyage, de désigner Mme Anne DUMAY, titulaire, en remplacement de M. Robert CHAUDERLOT,
 - pour le Conseil d'Administration de l'Entente Interdépartementale pour la Protection contre les Inondations de l'Oise, de l'Aisne, de l'Aire et de leurs affluents, de désigner M. Patrick DEMORGNY, suppléant, en remplacement de Mme Bérengère POLETTI,
 - de valider la composition de la Commission de suivi des activités du Laboratoire départemental d'analyses, avec les membres de la troisième Commission,
 - pour le Conseil de Discipline de Recours, de désigner les Conseillers départementaux suivants :

<u>Titulaires</u>	<u>Suppléants</u>
M. Noël BOURGEOIS	M. Jean GODARD
Mme Dominique ARNOULD	Mme Noëlle DEVIE
Mme Evelyne WELTER	Mme Anne FRAIPONT
 - pour la Commission Départementale des Impôts Directs Locaux (CDIDL), d'entériner la désignation de M. Marc WATHY, titulaire, en remplacement de M. Claude WALLENDORFF, et pour la Commission Départementale des Valeurs Locatives des Locaux Professionnels (CDVLLP), d'entériner la désignation de M. Jean-François LECLLET, suppléant, en remplacement de M. Claude WALLENDORFF,
 - de prendre acte que M. Robert CHAUDERLOT ne peut pas siéger au sein du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), dans la mesure où il y siège déjà en qualité de représentant titulaire des communes, et de ne pas procéder à son remplacement,
- PREND ACTE des désignations incombant au Président, telles qu'elles figurent en annexe à la délibération.

DIRECTION DES SOLIDARITES

**CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**-----
DIRECTION DES SOLIDARITÉS**

**-----
POLITIQUE SOCIALE ENFANCE PARENTALITÉ
PROTECTION DE L'ENFANCE**

ARRÊTÉ N° 2015 - 216

Portant modification de l'arrêté n°2012-358 portant autorisation de création du groupe Gonzague au sein de la Maison Départementale de l'Enfance et de la Famille gérée par le Conseil départemental des Ardennes,

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES ARDENNES

VU la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU la Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

VU la Loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé,

VU la Loi n° 89-899 du 18 décembre 1989 relative à la protection et à la promotion de la santé, de la famille et de l'enfance et adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé,

VU la Loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale et ses décrets d'application,

VU la Loi n°2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance,

VU la Loi n°2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance et ses décrets d'application,

VU la Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

VU l'ordonnance n°2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.222-1 à L.222-5, et L.311-3 à L.312-1,

VU le code civil, et notamment les articles 375 à 375-9,

VU le nouveau code de procédure civile, et notamment les articles 1181 à 1200-1,

VU l'arrêté n°2012-358 portant autorisation de création du groupe Gonzague au sein de la Maison Départementale de l'Enfance et de la Famille,

VU la circulaire du 31 mai 2013 relative aux modalités de mise à l'abri des mineurs isolés étrangers,

CONSIDERANT l'augmentation du nombre de Mineurs Isolés Etrangers accueillis dans le département des Ardennes

CONSIDERANT le Procès Verbal de la visite de conformité réalisée par le Conseil départemental des Ardennes en date du 2 avril 2015

A R R Ê T E

Article 1 : l'article 1 de l'arrêté n°2012-358 portant autorisation de création du groupe Gonzague est modifié comme suit :

« Le Conseil départemental des Ardennes est autorisé à ouvrir, au sein de la Maison Départementale de l'Enfance et de la Famille (MaDEF), une unité de vie comportant :

- 1 logement d'une capacité de 4 places au sein même de la MaDEF, localisé au 11 Boulevard Lucien Pierquin à Warcq
- 1 appartement externe d'une capacité de 6 places situé au 35 rue Dubois Crancé à Charleville-Mézières.

Le groupe a pour mission d'accompagner des adolescents vers l'accès à l'autonomie par l'accueil en appartements et par un accompagnement vers une insertion sociale et professionnelle. »

Article 2 : l'article 2 de l'arrêté n°2012-358 portant autorisation de création du groupe Gonzague au sein de la Maison Départementale de l'Enfance et de la Famille est modifié comme suit :

« Le projet est autorisé pour la prise en charge de 10 jeunes âgés entre 16 et 18 ans relevant de l'Aide Sociale à l'Enfance, dans le cadre d'un accueil administratif ou judiciaire et répartis comme suit :

- 4 jeunes confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance des Ardennes, logés au sein d'un appartement interne à la MaDEF
- 6 mineurs étrangers isolés confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance, logés au sein d'un appartement extérieur à la MaDEF

Par dérogation accordée par le service de l'Aide Sociale à l'Enfance, l'unité de vie pourra accueillir des jeunes avant leurs 16 ans.

Les enfants accueillis relèvent de l'ensemble des Délégations Territoriales des Solidarités du département des Ardennes. »

Article 3 : le service est autorisé à compter du 26 février 2015 pour une durée de 15 ans renouvelable conformément à la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale et ses décrets d'application.

La présente autorisation vaut habilitation à recevoir les bénéficiaires de l'Aide Sociale à l'Enfance.

Article 4 : conformément aux dispositions de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente.

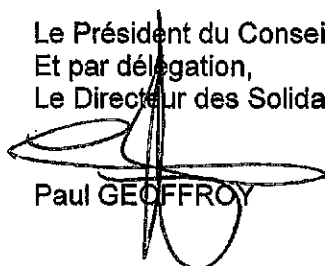
Article 5 : conformément aux dispositions des articles L.313-13 et L.313-14 du code de l'action sociale et des familles, l'autorité compétente qui a délivré l'autorisation peut procéder à des contrôles sur les établissements et services qu'elle autorise.

Article 6 : dans les deux mois suivant sa notification, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne.

Article 7 : le Directeur des solidarités et le Directeur de la Maison Départementale de l'Enfance et de la Famille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CHARLEVILLE-MEZIERES, le 5 juin 2015

Le Président du Conseil Départemental
Et par délégation,
Le Directeur des Solidarités



Paul GEOFFROY

REPUBLIQUE FRANCAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

Direction Générale des Services Départementaux

Direction des Solidarités

ARRETE n° 2015-218

Modifiant l'arrêté n° 2013-399 du 13 décembre 2013
Relatif au fonctionnement du multi-accueil de VOUZIERES

Le **PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES**,

- VU l'article L. 2324-1 du Code de la Santé Publique ;
- VU le décret n° 2010-613 du 07 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans et modifiant le code de la santé publique ;
- VU l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- VU l'avis du Médecin Départemental de PMI par intérim en date du 5 juin 2015 ;
- SUR** proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE

Article 1 : La Croix-Rouge Française est autorisée à ouvrir une structure multi-accueil, située 4 rue de l'Agriculture à VOUZIERES, d'une capacité de 18 places pour des enfants âgés de moins de 4 ans,

du lundi au vendredi de 7 h 30 à 18 h 30 :

- de 7h30 à 8h00
 - ✓ 6 places en accueil polyvalent,
- de 8h00 à 17h00
 - ✓ 18 places en accueil polyvalent,
- de 17h00 à 17h30
 - ✓ 10 places en accueil polyvalent,
- de 17h30 à 18h30
 - ✓ 6 places en accueil polyvalent.

Le multi-accueil est fermé trois semaines pendant l'été, une semaine en fin d'année et une semaine à Pâques.

Article 2 : La direction est assurée par Madame Virginie HUET, Educatrice de Jeunes Enfants diplômée d'Etat. Le personnel chargé de l'encadrement des enfants est composé de la directrice, d'une infirmière, de deux auxiliaires de puériculture, d'un CAP Petite Enfance et d'un agent sans qualification.

Article 3 : Jusqu'au retour de congé maladie de Madame HUET, la responsabilité de la structure est confiée à Madame Florence JEAN, éducatrice de jeunes enfants.

Article 4 : Dans le cas d'une absence de la responsable, la direction de la structure sera assurée par Madame Asma RENDAMME, infirmière.

Les dispositions prises en cas d'absence de la responsable doivent être précisées dans le règlement de fonctionnement de la structure.

Un planning du personnel sera à adresser au service PMI dans le mois précédent cette absence.

Article 5 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à Monsieur le Président de la Croix-Rouge Française, ainsi qu'à Monsieur le Maire de VOUZIERES et publié au Recueil des actes administratifs du Département des Ardennes.

Charleville Mézières, le 10 juin 2015

le Président du Conseil Départemental,

Benoît HURÉ P/Le Président du Conseil départemental
et par délégation
le Directeur des Solidarités


Paul GEOFFROY

REPUBLIQUE FRANCAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

Direction Générale des Services Départementaux

Direction des Solidarités

ARRETE n° 2015-219

Modifiant l'arrêté n° 2014-137 du 1^{er} avril 2014
relatif au fonctionnement de la micro-crèche
« du Cocon au Papillon » à CHARLEVILLE MEZIERES

Le PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- VU l'article L. 2324-1 du Code de la Santé Publique ;
- VU le décret n° 2010-613 du 07 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans et modifiant le code de la santé publique ;
- VU l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- VU la demande présentée par la SAS MICROBABY en date du 24 avril 2015 ;
- VU le règlement intérieur et le règlement pédagogique ;
- VU l'avis du Médecin Départemental de Protection Maternelle et Infantile par Intérim en date du 3 juin 2015 ;
- SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE

Article 1 : La SAS MICROBABY, sise à PARIS, est autorisée à ouvrir une micro-crèche dénommée « du Cocon au Papillon », située rue 13 boulevard du Préfet Frain à CHARLEVILLE MEZIERES, de 10 enfants âgés de moins de 6 ans :

du Lundi au Vendredi de 7 h 00 à 20 h 00

La micro-crèche est fermée un mois pendant l'été, une semaine entre décembre et février et les jours fériés.

Article 2 : Le suivi technique de la structure est assuré par Monsieur Eric FERREIRA ALVES, puériculteur. Le personnel chargé de l'encadrement des enfants est composé de trois auxiliaires de puériculture.

Article 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à la SAS MICROBABY ainsi qu'à Monsieur le Maire de CHARLEVILLE MEZIERES, et publié au Recueil des actes administratifs du Département des Ardennes.

Charleville Mézières, le 10 juin 2015

le Président du Conseil Départemental

Benoît HURÉ

P/Le Président du Conseil départemental
et par délégation
le Directeur des Solidarités

Paul GEOFFROY

REPUBLIQUE FRANCAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

Direction Générale des Services Départementaux

Direction des Solidarités

ARRETE n° 2015-220

Modifiant l'arrêté n° 2014-138 du 1^{er} avril 2014
relatif au fonctionnement de la micro-crèche
« Les aventures de Grooky » à CHARLEVILLE MEZIERES

Le PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- VU l'article L. 2324-1 du Code de la Santé Publique ;
- VU le décret n° 2010-613 du 07 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans et modifiant le code de la santé publique ;
- VU l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- VU la demande présentée par la SAS MICROBABY en date du 24 avril 2015 ;
- VU l'avis du Médecin Départemental de Protection Maternelle et Infantile par intérim en date du 3 juin 2015 ;
- SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE

Article 1 : La SAS MICROBABY, sise à PARIS, est autorisée à ouvrir une micro-crèche dénommée « Les aventures de Grooky », située rue 13 boulevard du Préfet Frain à CHARLEVILLE MEZIERES, de 10 enfants âgés de moins de 6 ans :

du Lundi au Vendredi de 7 h 00 à 20 h 00

La micro-crèche est fermée un mois pendant l'été, une semaine entre décembre et février et les jours fériés.

Article 2 : Le suivi technique de la structure est assuré par Monsieur Eric FERREIRA ALVES, puériculteur. Le personnel chargé de l'encadrement des enfants est composé de trois auxiliaires de puériculture.

Article 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à la SAS MICROBABY ainsi qu'à Monsieur le Maire de CHARLEVILLE MEZIERES, et publié au Recueil des actes administratifs du Département des Ardennes.

Charleville Mézières, le

le Président du Conseil Départemental

Benoît HURÉ

P/Le Président du Conseil départemental
et par délégation
le Directeur des Solidarités

Paul GEOFFROY

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION DES SOLIDARITES

SERVICE TARIFICATION
ET CONTROLE

ARRETE N°2015- 235

FIXANT LES TARIFS DES SECTIONS DEPENDANCE ET HEBERGEMENT 2015
AINSI QUE LE MONTANT DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT
DE LA DEPENDANCE DE L'ETABLISSEMENT « RESIDENCE SAINT ANTOINE » A MONTHERME
GERE PAR L'ORGANISME GESTIONNAIRE « CROIX ROUGE »

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale fixant le taux d'évolution des charges pour la campagne budgétaire 2015,

Vu la procédure contradictoire,

Sur proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

ARRETE

Article 1er : Les recettes et les dépenses prévisionnelles pour l'exercice 2015 de l'établissement « RESIDENCE SAINT ANTOINE » sont autorisées comme suit :

	Sections tarifaires	Montant en €
Charges	Section Hébergement	1 883 985,21 €
	Section Dépendance	418 286,05€
Produits	Section Hébergement	1 983 985,21 €
	Section Dépendance	431 643,13 €

.../...

Article 2 : Les tarifs ci-dessous sont calculés en application de l'article R 314-35 du code de l'Action Sociale et des Familles et sont applicables à compter du **1 juillet 2015**. Ils sont calculés en prenant en considération les éléments suivants

- Section Hébergement : Résultat de **-100 000,00 €**,
- Section Dépendance : Résultat de **- 13 357,08 €**.

Article 3 : Pour les résidents de plus de 60 ans, le prix de journée Hébergement de l'établissement « RESIDENCE SAINT ANTOINE » est fixé à **62,95 €**.

Article 4 : Pour les résidents de moins de 60 ans, le prix de journée Hébergement de l'établissement « RESIDENCE SAINT ANTOINE » est fixé à **81,33 €**.

Article 5 : Les tarifs dépendance de l'établissement « RESIDENCE SAINT ANTOINE » sont fixés comme suit :

GIR 1-2	17,54 €
GIR 3-4	10,86 €
GIR 5-6	4,49 €

Le montant annuel 2015 de la dotation globale de financement de la dépendance versée à l'établissement est arrêté à **346 454,70 €**.

Article 6 : Le prix de journée des accueils permanents et temporaires Alzheimer de l'établissement « RESIDENCE SAINT ANTOINE » est fixé à **69,27 €**.

Article 7 : Les tarifs dépendance des accueils permanents et temporaires de l'Unité Alzheimer de l'établissement « RESIDENCE SAINT ANTOINE » sont fixés comme suit :

GIR 1-2	18,19 €
GIR 3-4	11,26 €
GIR 5-6	4,67 €

Article 8 : Le prix de journée "réservation" de la section d'hébergement s'obtient en déduisant le forfait journalier hospitalier des tarifs énoncés dans les articles 3, 4 et 6.

Article 9 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nancy 6, rue Haut Bourgeois – C.O. 50015 54035 NANCY CEDEX), dans le délai franc d'UN MOIS à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

.../...

Article 10 : Le Directeur Général des Services Départementaux et le Directeur de l'établissement « RESIDENCE SAINT ANTOINE » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARLEVILLE-MEZIERES, le 23 JUIN 2015

P/Le Président du Conseil départemental
et par délégation
Le Directeur des Solidarités

Paul GEOFFROY

**CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**-----
DIRECTION DES SOLIDARITÉS**

**-----
POLITIQUE SOCIALE ENFANCE PARENTALITÉ
PROTECTION DE L'ENFANCE**

ARRÊTÉ N° 2015 - 241

Portant modification de l'arrêté n°2012-359 relatif à l'extension de la capacité d'accueil en urgence du Conseil départemental des Ardennes par la création du groupe Rimbaud au sein de la Maison Départementale de l'Enfance et de la Famille,

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES ARDENNES

VU la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU la Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

VU la Loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé,

VU la Loi n° 89-899 du 18 décembre 1989 relative à la protection et à la promotion de la santé, de la famille et de l'enfance et adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé,

VU la Loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale et ses décrets d'application,

VU la Loi n°2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance,

VU la Loi n°2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance et ses décrets d'application,

VU la Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

VU l'ordonnance n°2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.222-1 à L.222-5, et L.311-3 à L.312-1,

VU le code civil, et notamment les articles 375 à 375-9,

VU le nouveau code de procédure civile, et notamment les articles 1181 à 1200-1,

VU l'arrêté n°2012-359 portant autorisation d'extension de la capacité d'accueil en urgence du Conseil départemental des Ardennes par la création du groupe Rimbaud au sein de la Maison Départementale de l'Enfance et de la Famille,

CONSIDERANT le déménagement du groupe Rimbaud initialement installé 1 et 3 rue Etienne Dolet à Rethel au sein des locaux situés 4 rue Pâquis des Boulets à Charleville-Mézières

CONSIDERANT la visite de conformité réalisée par le Conseil départemental des Ardennes en date du 17 mars 2015

ARRÊTE

Article 1 : l'article 1 de l'arrêté n°2012-359 portant autorisation d'extension de la capacité d'accueil en urgence du Conseil départemental des Ardennes par la création du groupe Rimbaud au sein de la Maison Départementale de l'Enfance et de la Famille est modifié comme suit :

« Le Conseil départemental des Ardennes est autorisée à étendre la capacité d'accueil de la Maison Départementale de l'Enfance et de la Famille, au sein d'une unité de vie située 4 Rue du Pâquis des Boulets à Charleville-Mézières. »

L'unité de vie est ouverte 24h/24, 365 jours par an et a pour mission d'accueillir en urgence, d'évaluer la situation et d'orienter les jeunes relevant de l'Aide Sociale à l'Enfance, dans le cadre d'un placement administratif ou judiciaire.

Article 2 : le projet est autorisé pour la prise en charge de 12 jeunes âgés entre 11 et 18 ans confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance.

Ce groupe étant dédié à l'accueil d'urgence, la durée de prise en charge est limitée à 6 mois sauf situations exceptionnelles nécessitant une durée d'accueil plus importante.

Article 3 : la présente autorisation est accordée à compter du 20 février 2015, pour une durée de 15 ans renouvelable conformément à la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale et ses décrets d'application.

Cette autorisation est valable sous réserve du résultat d'une visite de conformité effectuée par le service du Conseil départemental des Ardennes telle que prévue par l'article L313-6 du code de l'action sociale et des familles

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente.

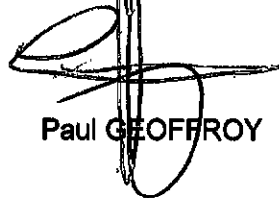
Article 5 : Conformément aux dispositions des articles L.313-13 et L.313-14 du code de l'action sociale et des familles, l'autorité compétente qui a délivré l'autorisation peut procéder à des contrôles sur les établissements et services qu'elle autorise.

Article 6 : Dans les deux mois suivant sa notification, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne.

Article 7 : Le Directeur des Solidarités et le Directeur de la Maison Départemental de l'Enfance et de la Famille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CHARLEVILLE-MEZIERES, le 25/06/2015

Le Président du Conseil Départemental
Et par délégation,
Le Directeur des Solidarités



Paul GEOFFROY

**COSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**-----
DIRECTION DES SOLIDARITES**

**-----
SERVICE TARIFICATION
ET CONTROLE**

ARRETE N°2015- 242

MODIFIANT LA DOTATION 2015
DE L'ETABLISSEMENT « ACEPA » A CHARLEVILLE-MEZIERES

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale fixant le taux d'évolution des charges pour la campagne budgétaire 2015,

Vu la procédure contradictoire,

Sur proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

A R R E T E

Article 1er : Les recettes et les dépenses prévisionnelles pour l'exercice 2015 de l'établissement « ACEPA » sont autorisées comme suit :

	Montant en €
Charges	213 147,49 €
Produits	193 876,22 €

...

Article 2 : La dotation ci-dessous est calculée en application de l'article R 314-35 du code de l'Action Sociale et des Familles. Elle prend en considération l'élément suivant :

- Résultat de **19 271,27 €**.

Article 3 : La dotation est fixée à : **150 758,22 €**.

Article 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nancy 6, rue Haut Bourgeois – C.O. 50015 54035 NANCY CEDEX), dans le délai franc d'UN MOIS à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 5 : Le Directeur Général des Services Départementaux et le Directeur de l'établissement « ACEPA » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARLEVILLE-MEZIERES, le **25 JUIN 2015**

Le Président du Conseil départemental
et par délégation
Le Directeur des Solidarités

Paul GÉOFFROY



CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION DES SOLIDARITES

SERVICE TARIFICATION
ET CONTROLE

ARRETE N°2015- 243

FIXANT LES TARIFS DES SECTIONS DEPENDANCE ET HEBERGEMENT 2015
AINSI QUE LE MONTANT DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT
DE LA DEPENDANCE DE L'ETABLISSEMENT « EHPAD RETHEL » A RETHEL GERE PAR
L'ORGANISME GESTIONNAIRE « GROUPE HOSPITALIER SUD ARDENNES »

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale fixant le taux d'évolution des charges pour la campagne budgétaire 2015,

Vu la procédure contradictoire,

Sur proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

ARRETE

Article 1er : Les recettes et les dépenses prévisionnelles pour l'exercice 2015 de l'établissement « EHPAD RETHEL » sont autorisées comme suit :

	Sections tarifaires	Montant en €
Charges	Section Hébergement	2 404 590,84 €
	Section Dépendance	662 734,78€
Produits	Section Hébergement	2 404 590,84 €
	Section Dépendance	671 237,55 €

Article 2 : Les tarifs ci-dessous sont calculés en application de l'article R 314-35 du code de l'Action Sociale et des Familles et sont applicables à compter du **1 juillet 2015**. Ils sont calculés en prenant en considération les éléments suivants

- Section Hébergement : Résultat de 0,0 €.
- Section Dépendance : Résultat de -8 502,77 €.

Article 3 : Les tarifs dépendance de l'établissement « EHPAD RETHEL » sont fixés comme suit :

GIR 1-2	20,20 €
GIR 3-4	12,45 €
GIR 5-6	4,95 €

Le montant annuel 2015 de la dotation globale de financement de la dépendance versée à l'établissement est arrêté à **410 706,68 €**.

Article 4 : Pour les résidents de plus de 60 ans, le prix de journée Hébergement de l'établissement « EHPAD RETHEL » est fixé à **51,49 €**,

Article 5 : Pour les résidents de moins de 60 ans, le prix de journée Hébergement de l'établissement « EHPAD RETHEL » est fixé à **66,21 €**,

Article 6 : Le prix de journée "réservation" de la section d'hébergement s'obtient en déduisant le forfait journalier hospitalier des tarifs énoncés dans les articles 4 et 5.

Article 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nancy 6, rue Haut Bourgeois – C.O. 50015 54035 NANCY CEDEX), dans le délai franc d'UN MOIS à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 8 : Le Directeur Général des Services Départementaux et le Directeur de l'établissement « EHPAD RETHEL » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARLEVILLE-MEZIERES, le **26 JUIN 2015**

P/Le Président du Conseil départemental
et par délégation
Le Directeur des Solidarités

Paul GEOFFROY

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION DES SOLIDARITES

SERVICE TARIFICATION
ET CONTROLE

ARRETE N°2015- 244

FIXANT LES TARIFS DES SECTIONS DEPENDANCE ET HEBERGEMENT 2015
 AINSI QUE LE MONTANT DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT
 DE LA DEPENDANCE DE L'ETABLISSEMENT « SMTI RETHEL » A RETHEL GERE PAR L'ORGANISME
 GESTIONNAIRE « GROUPE HOSPITALIER SUD ARDENNES »

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale fixant le taux d'évolution des
 charges pour la campagne budgétaire 2015,

Vu la procédure contradictoire,

Sur proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

ARRETE

Article 1er : Les recettes et les dépenses prévisionnelles pour l'exercice 2015 de
 l'établissement « SMTI RETHEL » sont autorisées comme suit :

	Sections tarifaires	Montant en €
Charges	Section Hébergement	29 872,70 €
	Section Dépendance	16 144,78€
Produits	Section Hébergement	29 872,70 €
	Section Dépendance	16 144,78 €

.../...

Article 2 : Les tarifs ci-dessous sont calculés en application de l'article R 314-35 du code de l'Action Sociale et des Familles et sont applicables à compter du **1 juillet 2015**. Ils sont calculés en prenant en considération les éléments suivants

Article 3 : Les tarifs dépendance de l'établissement « SMTI RETHEL » sont fixés comme suit :

GIR 1-2	23,16 €
GIR 3-4	14,69 €
GIR 5-6	6,23 €

Le montant annuel 2015 de la dotation globale de financement de la dépendance versée à l'établissement est arrêté à **11 799,55 €**.

Article 4 : Pour les résidents de plus de 60 ans, le prix de journée Hébergement de l'établissement « SMTI RETHEL » est fixé à **42,23 €**,

Article 5 : Pour les résidents de moins de 60 ans, le prix de journée Hébergement de l'établissement « SMTI RETHEL » est fixé à **65,07 €**,

Article 6 : Le prix de journée "réservation" de la section d'hébergement s'obtient en déduisant le forfait journalier hospitalier des tarifs énoncés dans les articles 4 et 5.

Article 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nancy 6, rue Haut Bourgeois – C.O. 50015 54035 NANCY CEDEX), dans le délai franc d'UN MOIS à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 8 : Le Directeur Général des Services Départementaux et le Directeur de l'établissement « SMTI RETHEL » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARLEVILLE-MEZIERES, le **26 JUIN 2015**

P/Le Président du Conseil départemental
et par délégation
Le Directeur des Solidarités


Paul GEOFFROY

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION DES SOLIDARITES

SERVICE TARIFICATION
ET CONTROLE

ARRETE N°2015- 245

FIXANT LES TARIFS DES SECTIONS DEPENDANCE ET HEBERGEMENT 2015
AINSI QUE LE MONTANT DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT
DE LA DEPENDANCE DE L'ETABLISSEMENT « EHPAD VOUZIER » A VOUZIER GERE PAR
L'ORGANISME GESTIONNAIRE « GROUPE HOSPITALIER SUD ARDENNES »

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale fixant le taux d'évolution des charges pour la campagne budgétaire 2015,

Vu la procédure contradictoire,

Sur proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

ARRETE

Article 1er : Les recettes et les dépenses prévisionnelles pour l'exercice 2015 de l'établissement « GROUPE HOSPITALIER SUD ARDENNES SITE DE VOUZIER » sont autorisées comme suit :

	Sections tarifaires	Montant en €
Charges	Section Hébergement	2 600 461,89 €
	Section Dépendance	1 225 066,85€
Produits	Section Hébergement	2 600 461,89 €
	Section Dépendance	1 225 066,85 €

.../...

Article 2 : Les tarifs ci-dessous sont calculés en application de l'article R 314-35 du code de l'Action Sociale et des Familles et sont applicables à compter du **1 juillet 2015**. Ils sont calculés en prenant en considération les éléments suivants

Article 3 : Pour les résidents de plus de 60 ans, les prix de journée Hébergement de l'établissement « EHPAD VOUZIERES » sont fixés comme suit :

- **38,38 €** en régime commun,
- **42,17 €** en régime particulier.

Article 4 : Pour les résidents de moins de 60 ans, les prix de journée Hébergement de l'établissement « EHPAD VOUZIERES » sont fixés comme suit :

- **57,10 €** en régime commun,
- **60,89 €** en régime particulier.

Article 5 : Les tarifs dépendance de l'établissement « EHPAD VOUZIERES » sont fixés comme suit :

GIR 1-2	24,67 €
GIR 3-4	13,58 €
GIR 5-6	5,80 €

Le montant annuel 2015 de la dotation globale de financement de la dépendance versée à l'établissement est arrêté à **753 866,94 €**.

Article 6 : Le prix de journée "réservation" de la section d'hébergement s'obtient en déduisant le forfait journalier hospitalier des tarifs énoncés dans les articles 3 et 4.

Article 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nancy 6, rue Haut Bourgeois – C.O. 50015 54035 NANCY CEDEX), dans le délai franc d'UN MOIS à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 8 : Le Directeur Général des Services Départementaux et le Directeur de l'établissement « EHPAD VOUZIERES » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARLEVILLE-MEZIERES, le **26 JUIN 2015**

P/Le Président du Conseil départemental
et par délégation
Le Directeur des Solidarités

Paul GÉOFFROY

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION DES SOLIDARITES

SERVICE TARIFICATION
ET CONTROLE

ARRETE N°2015- 246

FIXANT LES TARIFS DES SECTIONS DEPENDANCE ET HEBERGEMENT 2015
AINSI QUE LE MONTANT DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT
DE LA DEPENDANCE DE L'ETABLISSEMENT « SMTI VOUZIER » A VOUZIER GERE PAR
L'ORGANISME GESTIONNAIRE « GROUPE HOSPITALIER SUD ARDENNES »

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale fixant le taux d'évolution des
charges pour la campagne budgétaire 2015,

Vu la procédure contradictoire,

Sur proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

ARRETE

Article 1er : Les recettes et les dépenses prévisionnelles pour l'exercice 2015 de
l'établissement « SMTI VOUZIER » sont autorisées comme suit :

	Sections tarifaires	Montant en €
Charges	Section Hébergement	352 887,52 €
	Section Dépendance	163 612,88€
Produits	Section Hébergement	352 887,52 €
	Section Dépendance	163 612,87 €

.../...

Article 2 : Les tarifs ci-dessous sont calculés en application de l'article R 314-35 du code de l'Action Sociale et des Familles et sont applicables à compter du **1 juillet 2015**. Ils sont calculés en prenant en considération les éléments suivants

Article 3 : Les tarifs dépendance de l'établissement « SMTI VOUZIERES » sont fixés comme suit :

GIR 1-2	28,26 €
GIR 3-4	17,90 €
GIR 5-6	7,60 €

Le montant annuel 2015 de la dotation globale de financement de la dépendance versée à l'établissement est arrêté à **116 113,54 €**.

Article 4 : Pour les résidents de plus de 60 ans, le prix de journée Hébergement de l'établissement « SMTI VOUZIERES » est fixé à **51,20 €**,

Article 5 : Pour les résidents de moins de 60 ans, le prix de journée Hébergement de l'établissement « SMTI VOUZIERES » est fixé à **75,30 €**,

Article 6 : Le prix de journée "réservation" de la section d'hébergement s'obtient en déduisant le forfait journalier hospitalier des tarifs énoncés dans les articles 4 et 5.

Article 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nancy 6, rue Haut Bourgeois – C.O. 50015 54035 NANCY CEDEX), dans le délai franc d'UN MOIS à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 8 : Le Directeur Général des Services Départementaux et le Directeur de l'établissement « SMTI VOUZIERES » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARLEVILLE-MEZIERES, le **26 JUIN 2015**

P/Le Président du Conseil départemental
et par délégation
Le Directeur des Solidarités


PAUL GEOFFROY

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION DES SOLIDARITES

SERVICE TARIFICATION
ET CONTROLE

ARRETE N°2015- 247

FIXANT LES TARIFS HORAIRES 2015 DU SERVICE D'AIDE A DOMICILE « ALLIANCE SERVICE ARDENNES » A CHARLEVILLE-MEZIERES GERE PAR L'ORGANISME GESTIONNAIRE « ALLIANCE SERVICE ARDENNES »

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale fixant le taux d'évolution des charges pour la campagne budgétaire 2015,

Vu l'arrêté n° 2015-81 en date du 26 mars 2015,

Vu votre demande de révision de tarifs, envoyée par mail le 8 juin 2015,

Vu la procédure contradictoire,

Sur proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

ARRETE

Article 1er : Les recettes et les dépenses prévisionnelles pour l'exercice 2015 de l'établissement « ALLIANCE SERVICE ARDENNES » sont modifiées comme suit :

	Montant en €
Charges	1 649 880,00 €
Produits	1 649 880,00 €

...

Article 2 : Les tarifs ci-dessous sont calculés en application de l'article R 314-35 du code de l'Action Sociale et des Familles et sont applicables à compter du **1 juillet 2015**.

Article 3 : Les tarifs horaires du service prestataire d'aide à domicile sont portés à :

- Aides et employés à domicile: **18,77 € HT soit 20,65 € TTC**
- Auxiliaires de vie sociale : **22,03 € HT soit 23,24 € TTC.**

Article 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nancy 6, rue Haut Bourgeois – C.O. 50015 54035 NANCY CEDEX), dans le délai franc d'UN MOIS à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 5 : Le Directeur Général des Services Départementaux et le Directeur de l'établissement « ALLIANCE SERVICE ARDENNES » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARLEVILLE-MEZIERES, le **26 JUIN 2015**

P/Le Président du Conseil départemental
et par délégation
~~Le Directeur des Solidarités~~

Paul GEOFFROY

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**-----
DIRECTION DES SOLIDARITES**

**-----
SERVICE TARIFICATION
ET CONTROLE**

ARRETE N°2015- 250

FIXANT LA DOTATION 2015 AINSI QUE LE PRIX DE JOURNEE GLOBALISEE
DE L'ETABLISSEMENT « DON BOSCO SAF » A MONTHERME GERE PAR L'ORGANISME
GESTIONNAIRE « APPRENTIS D'AUTEUIL »

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale fixant le taux d'évolution des
charges pour la campagne budgétaire 2015,

Vu la procédure contradictoire,

Sur proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

A R R E T E

Article 1er : Les recettes et les dépenses prévisionnelles pour l'exercice 2015 de
l'établissement « Don Bosco SAF » sont autorisées comme suit :

	Montant en €
Charges	167 652,00 €
Produits	167 652,00 €

.../...

Article 2 : La dotation et le prix de journée globalisé ci-dessous sont calculés en application de l'article R 314-35 du code de l'Action Sociale et des Familles et sont applicables à compter du **1 juillet 2015**.

Article 3 : Le coût d'un appartement par jour d'activité est fixé à : **670,61 €**.

Article 4 : Le montant annuel globalisé est arrêté à : **167 652,00 €**.

Les règlements des acomptes seront effectués selon la réglementation en vigueur, le vingtième jour de chaque mois.

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nancy 6, rue Haut Bourgeois – C.O. 50015 54035 NANCY CEDEX), dans le délai franc d'UN MOIS à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 6 : Le Directeur Général des Services Départementaux et le Directeur de l'établissement « Don Bosco SAF » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARLEVILLE-MEZIERES, le **30 JUIN 2015**

P/Le Président du Conseil départemental
et par délégation
Le Directeur des Solidarités

Paul GÉOFFROY

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**-----
DIRECTION DES SOLIDARITES**

**-----
SERVICE TARIFICATION
ET CONTROLE**

ARRETE N°2015- 257

**MODIFIANT LA DOTATION 2015 AINSI QUE LE PRIX DE JOURNEE GLOBALISEE
DE L'ETABLISSEMENT « DON BOSCO RAJM » A MONTHERME GERE PAR L'ORGANISME
GESTIONNAIRE « APPRENTIS D'AUTEUIL »**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale fixant le taux d'évolution des charges pour la campagne budgétaire 2015,

Vu la procédure contradictoire,

Vu l'arrêté n°2015-3 en date du 12 janvier 2015,

Sur proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

ARRETE

Article 1er : Les recettes et les dépenses prévisionnelles pour l'exercice 2015 de l'établissement « Don Bosco RAJM » sont modifiées comme suit :

	Montant en €
Charges	197 226,00 €
Produits	177 226,00 €

.../...

Article 2 : La dotation et le prix de journée globalisé ci-dessous sont calculés en application de l'article R 314-35 du code de l'Action Sociale et des Familles et sont applicables à compter du **1 juillet 2015**. Ils sont calculés en prenant en considération les éléments suivants :

- Résultat de + 20 000,00 €.

Article 3 : Le tarif journalier est porté à : **68,16 €**.

Article 4 : Le montant annuel globalisé est porté à : **177 226,00 €**.

Les règlements des acomptes seront effectués selon la réglementation en vigueur, le vingtième jour de chaque mois.

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nancy 6, rue Haut Bourgeois – C.O. 50015 54035 NANCY CEDEX), dans le délai franc d'UN MOIS à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 6 : Le Directeur Général des Services Départementaux et le Directeur de l'établissement « Don Bosco RAJM » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARLEVILLE-MEZIERES, le **30 JUIN 2015**

P/Le Président du Conseil départemental
et par délégation
Le Directeur des Solidarités

Paul GEOFFROY

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX**

REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION DES SOLIDARITES

**SERVICE TARIFICATION
ET CONTROLE**

ARRETE N°2015- 257

ANNULANT ET REMPLACANT L'ARRETE 2015-246 FIXANT LES TARIFS DES SECTIONS
DEPENDANCE ET HEBERGEMENT 2015 AINSI QUE LE MONTANT DE LA DOTATION GLOBALE DE
FINANCEMENT DE LA DEPENDANCE DE L'ETABLISSEMENT « SMTI VOUZIERES ».

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu la délibération de l'Assemblée Départementale fixant le taux d'évolution des
charges pour la campagne budgétaire 2015,

Vu la procédure contradictoire,

Vu l'arrêté 2014-410 en date du 22 décembre 2014,

Vu l'arrêté 2015-246 en date du 26 juin 2015,

Sur proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

ARRETE

Article 1er : Les recettes et les dépenses prévisionnelles pour l'exercice 2015 de
l'établissement « SMTI SITE DE VOUZIERES » sont autorisées comme suit :

	Sections tarifaires	Montant en €
Charges	Section Hébergement	352 887,52 €
	Section Dépendance	163 612,88€
Produits	Section Hébergement	352 887,52 €
	Section Dépendance	163 612,87 €

.../...

Article 2 : Les tarifs ci-dessous sont calculés en application de l'article R 314-35 du code de l'Action Sociale et des Familles et sont applicables à compter du **1 juillet 2015**.

Article 3 : Pour les résidents de plus de 60 ans, les prix de journée Hébergement de l'établissement « SMTI SITE DE VOUZIERS » sont fixés comme suit :

- **49,09 €** en régime commun,
- **59,63 €** en régime particulier.

Article 4 : Pour les résidents de moins de 60 ans, les prix de journée Hébergement de l'établissement « SMTI SITE DE VOUZIERS » sont fixés comme suit :

- **70,71 €** en régime commun,
- **91,58 €** en régime particulier.

Article 5 : Les tarifs dépendance de l'établissement « SMTI SITE DE VOUZIERS » sont fixés comme suit :

GIR 1-2	28,26 €
GIR 3-4	17,90 €
GIR 5-6	7,60 €

Le montant annuel 2015 de la dotation globale de financement de la dépendance versée à l'établissement est arrêté à **116 113,54 €**.

Article 6 : Le prix de journée "réservation" de la section d'hébergement s'obtient en déduisant le forfait journalier hospitalier des tarifs énoncés dans les articles 3 et 4.

Article 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Cour administrative d'appel de Nancy 6, rue Haut Bourgeois – C.O. 50015 54035 NANCY CEDEX), dans le délai franc d'UN MOIS à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 8 : Le Directeur Général des Services Départementaux et le Directeur de l'établissement « SMTI SITE DE VOUZIERS » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARLEVILLE-MEZIERES, le **30 JUIN 2015**

P/Le Prés:
le Dir:
Conseil départemental
région
Solidarité
Paul GEOFFROY

**DIRECTION DES ROUTES,
INFRASTRUCTURES ET MOBILITES**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES / DIRECTION DES ROUTES,
INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015-207

ROUTE DEPARTEMENTALE N°122

**INTERDICTION DE LA CIRCULATION
DU P.R. 5 +310 AU P.R. 5 +740
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE LE CHATELET-SUR-SORMONE,
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 02 avril 2015 de M. le Président du Conseil Départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Vu l'avis favorable de la Direction interdépartementale des routes Nord,
- Vu la demande en date du 27 Mars 2015 émanant de M. MALAQUIN représentant la société VINCI Construction Terrassement sise 8 Rue François Urano à 08000 WARCQ,
- Considérant que les travaux de construction d'un ouvrage d'art sur le tracé de l'A304 pour le rétablissement de la RD122 nécessitent pour la sécurité des usagers, une réglementation de la circulation,

ARRETE**Article 1**

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de LE CHATELET-SUR-SORMONE, hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet :

- du mardi 02 juin 2015 à 8h00 au vendredi 27 mai 2016 à 17h00

Article 2

La circulation est interdite pour tous les véhicules, sauf pour les riverains et les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier, sur la Route Départementale N°122.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du P.R. 5+310 au P.R. 5+740

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée par :

- la RD985 de la RD122 à la RN43,
- la RN43 de la RD985 à la RD122,
- et inversement pour l'autre sens de circulation.

Article 4

La mise en place, la maintenance et le replemement des panneaux de signalisation de chantier réglementaires matérialisant cette interdiction de circulation et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 5

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du maître d'ouvrage des travaux. Il sera également affiché en mairie par les soins de Madame le Maire de la commune de LE CHATELET-SUR-SORMONE, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- Mme le Maire de la commune de LE CHATELET-SUR-SORMONE

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT,
- MM les Maires des communes de RIMOGNE et LAVAL-MORENCY.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le 02 juin 2015
 Pour le Président du Conseil Départemental des
 Ardennes et par délégation,
 le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
 Mobilités


 M. GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015-208

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 926

**INTERDICTION DE CIRCULER
DU P.R. 27+285 AU P.R. 30+125
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE RETHEL ET BARBY
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 2 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers de réglementer la circulation pendant les travaux d'enduits superficiels sur la Route Départementale n° 926,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire des communes de RETHEL et BARBY, hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous, prendront effet :

- du jeudi 04 juin 2015 à 8h00 au vendredi 05 juin 2015 à 19h00

Article 2

La circulation est interdite, pour tous les véhicules, sur la Route Départementale N926 hormis les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation :

- du P.R. 27+285 au P.R 30+125.

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation par :

- La RD 946 du carrefour RD 926 de Rethel au carrefour RD 3 d'Eclly;
- La RD 3 du carrefour RD 946 d'Eclly au carrefour de RD 926 de Château-Porcien ;
- La RD 926 du carrefour RD 3 de Château-Porcien à Barby.

Article 4

Les panneaux de signalisation réglementaires matérialisant cette interdiction et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront placés aux extrémités des sections affectées par le détournement de la circulation ainsi qu'aux divers points de l'itinéraire de déviation par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes.

Article 5

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la section concernée par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes. Il sera affiché, en mairies, par les soins de Messieurs les Maires des communes de RETHEL et BARBY, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- MM. les Maires des communes de RETHEL et BARBY,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :


- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la cellule Sécurité Routière- Transports exceptionnels à la D.D.T.,
- MM. les Maires des communes de CHATEAU-PORCIEN et ECLY.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **03 JUIN 2015**

Pour le Président du Conseil départemental des
Ardennes et par délégation,

/ le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
mobilités,

Le Chef du Service
Gestion du Patrimoine Routier


Olivier NOIZET

M. GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015 - 209

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 926

**INTERDICTION DE CIRCULER
DU P.R. 22+765 AU P.R. 26+200
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE BARBY ET CHATEAU-PORCIEN.
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 02 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers de réglementer la circulation pendant les travaux d'enduits superficiels sur la Route Départementale n° 926,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire des communes de BARBY et CHATEAU-PORCIEN, hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous, prendront effet :

- du lundi 08 juin 2015 à 8h00 au mardi 09 juin 2015 à 19h00

Article 2

La circulation est interdite, pour tous les véhicules, sur la Route Départementale N° 926 hormis les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation :

- du P.R. 22+765 au P.R 26+200.

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation par :

- La RD 3 du carrefour RD 926 de Château-Porcien au carrefour RD 946 d'Eclly;
- La RD 946 du carrefour RD 3 d'Eclly au carrefour de RD 926 de Rethel;
- La RD 926 du carrefour RD 946 de Rethel à Barby.

Article 4

Les panneaux de signalisation réglementaires matérialisant cette interdiction et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront placés aux extrémités des sections affectées par le détournement de la circulation ainsi qu'aux divers points de l'itinéraire de déviation par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes.

Article 5

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la section concernée par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes. Il sera affiché, en mairies, par les soins de Messieurs les Maires des communes de BARBY et CHATEAU-PORCIEN, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme. le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- MM. les Maires des communes de BARBY et CHATEAU-PORCIEN,

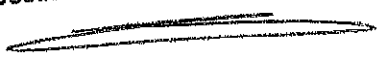
sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la cellule Sécurité Routière- Transports exceptionnels à la D.D.T.,
- MM. les Maires des communes de RETHEL et ECLY.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **03 JUIN 2015**
 Pour le Président du Conseil départemental des
 Ardennes et par délégation,
 le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
 mobilités,

Le Chef du Service
 Gestion du Patrimoine Routier

M. GRASMUCK


 Olivier NOIZET

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES / DIRECTION DES ROUTES,
INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015-210

ROUTE DEPARTEMENTALE N°59

**INTERDICTION DE LA CIRCULATION
DU P.R. 1+458 AU P.R. 3+100
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE CHARLEVILLE-MEZIERES ET
SAINT- LAURENT,
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 02 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Vu la demande en date du 29 juin 2015 émanant de M. Tomasson représentant la société Colas Est, Route de Vrigne Meuse, 08440 Vivier-au-Court,
- Considérant que les travaux de purges de chaussée de la Route Départementale n° 59 nécessitent pour la sécurité des usagers, une réglementation de la circulation,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire des communes de CHARLEVILLE-MEZIERES et de SAINT-LAURENT, hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet :

- le lundi 08 juin 2015 de 8h00 à 22h00

Article 2

La circulation est interdite pour tous les véhicules, sauf pour les riverains, sur la Route Départementale N°59.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du P.R. 1+458 au P.R. 3+100.

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée par :

- la RD159 de la RD59 à la RD 979,
- la RD 979 de la RD 159 à la RD 59,
- et inversement pour l'autre sens de circulation.

Article 4

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation de chantier réglementaires matérialisant cette interdiction de circulation et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 5

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du maître d'ouvrage des travaux. Il sera également affiché en mairie par les soins de Messieurs les Maires des communes de CHARLEVILLE-MEZIERES et SAINT-LAURENT, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
 - M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités,
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
 - MM. les Maires des communes de CHARLEVILLE-MEZIERES et SAINT-LAURENT,
- sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :
- M. le Commandant du S.D.I.S.,
 - M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
 - M. le Directeur de la R.D.T.A.,
 - Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT,

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **03 JUIN 2015**
 Pour le Président du Conseil départemental des
 Ardennes et par délégation,

P/ le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
 Mobilités

Le Chef du Service
 Gestion du Patrimoine Routier



Olivier NOIZET

M. GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES / DIRECTION DES ROUTES,
INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015 - 211

**ROUTE DEPARTEMENTALE N° 124 A
REGLEMENTATION DE CIRCULATION
DU P.R. 1+340 AU P.R. 1+650
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-AIGNAN
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 02 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Vu la demande en date du 01 JUIN 2015 (par mail) de M. NORTIER pour le compte de l'entreprise VIGILEC - ZI - 08 090 TOURNES,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers et de l'entreprise de réglementer la circulation pendant les travaux d'enfouissement de réseau le long de la Route Départementale n° 124 A,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de SAINT-AIGNAN, hors agglomération énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet :

- Du lundi 08 juin 2015 au mercredi 17 juin 2015

La circulation sera rendue possible après 17h00 et jusqu'à 7h00 ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés.

Article 2

La circulation pour tous les véhicules s'effectuera en alternat par feux tricolores de chantier, sur la Route Départementale N° 124 A.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du P.R. 1+340 au P.R. 1+650

De plus, la vitesse sera abaissée par paliers de 20 Km/h à 50 Km/h et les manœuvres de dépassements seront interdites en approche des zones alternées.

Article 3

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation et feux tricolores de chantier réglementaires matérialisant ces restrictions et réglementations de circulation seront à la charge de l'entreprise VIGILEC.

Article 4

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux. L'arrêté sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le maire de la commune de SAINT-AIGNAN et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 5

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 6

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- M. le Maire de la commune de SAINT-AIGNAN,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT.

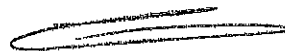
A CHARLEVILLE-MEZIERES, le

03 JUN 2015

Pour le Président du Conseil départemental des
Ardennes et par délégation,

le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
mobilités,

Le Chef du Service
Gestion du Patrimoine Routier



Olivier NOIZET

M.GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Prolongation de délai de l'arrêté N°2015-189

Arrêté n° 2015-212

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 985

**INTERDICTION DE CIRCULER
DU P.R. 10+110 AU P.R. 15+989
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE PERTHES ET JUNIVILLE
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 02 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Vu l'arrêté n° 2015-189 du 21 mai 2015,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers de réglementer la circulation pendant les travaux d'enduits superficiels sur la Route Départementale n° 985,

ARRETE

Article 1

Le délai d'exécution de l'arrêté n° 2015-189, qui instaure des restrictions de circulation sur le territoire des communes de PERTHES et JUNIVILLE hors agglomération jusqu'au vendredi 05 juin 2015 à 19h00, énoncées dans les articles ci-dessous est prorogé jusqu'au mercredi 10 juin 2015 à 20h00.

Article 2

La circulation est interdite, pour tous les véhicules, sur la Route Départementale N° 985 hormis les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation :
- du P.R. 10+110 au P.R. 15+989

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation par :

- La RD 985 de Perthes au carrefour RD 946 de Sault les Rethel ;
- La RD 946 du carrefour RD 985 à Sault les Rethel au carrefour de la RD 25 à Ménil-Annelles ;
- La RD 25 du carrefour RD 946 de Ménil-Annelles au carrefour de la RD 925 à Juniville ;

Article 4

Les panneaux de signalisation réglementaires matérialisant cette interdiction et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront placés aux extrémités des sections affectées par le détournement de la circulation ainsi qu'aux divers points de l'itinéraire de déviation par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes.

Article 5

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la section concernée par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes. Il sera également affiché en mairie, par les soins de Messieurs les Maires des communes de PERTHES et JUNIVILLE, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

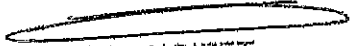
Article 7

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
 - M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
 - MM. les Maires des communes de PERTHES et JUNIVILLE,
- sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :
- M. le Commandant du S.D.I.S.,
 - M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
 - M. le Directeur de la R.D.T.A.,
 - Mme la responsable de la cellule Sécurité Routière- Transports exceptionnels à la D.D.T.,
 - MM. les Maires des communes de Sault les Rethel, Biermes, Ménil-Annelles et Annelles.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le 04 JUIN 2015
 Pour le Président du Conseil départemental des
 Ardennes et par délégation,
 le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
 mobilités,

Le Chef du Service
 Gestion du Patrimoine Routier

M. GRASMUCK


 Olivier NOIZET

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Prolongation de délai de l'arrêté N°2015-190

Arrêté n° 2015-213

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 985

**INTERDICTION DE CIRCULER
DU P.R. 16+790 AU P.R. 20+800
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE PERTHES ET SAULT LES RETHEL
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 02 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Vu l'arrêté n° 2015-190 du 21 mai 2015,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers de réglementer la circulation pendant les travaux d'enduits superficiels sur la Route Départementale n° 985,

ARRETE

Article 1

Le délai d'exécution de l'arrêté n° 2015-190, qui instaure des restrictions de circulation sur le territoire des communes de PERTHES et SAULT LES RETHEL hors agglomération jusqu'au jeudi 04 juin 2015 à 19h00, énoncées dans les articles ci-dessous est prorogé jusqu'au samedi 06 juin 2015 à 12h00.

Article 2

La circulation est interdite, pour tous les véhicules, sur la Route Départementale N° 985 hormis les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation :

- du P.R. 16+790 au P.R. 20+800

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation par :

- La RD 946 du carrefour RD 985 de Sault les Rethel au carrefour RD 946 de Ménil-Annelles ;
- La RD 25 du carrefour RD 946 de Ménil-Annelles au carrefour de RD 925 de Juniville ;
- La RD985 du carrefour RD 925 de Juniville à Perthes

Article 4

Les panneaux de signalisation réglementaires matérialisant cette interdiction et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront placés aux extrémités des sections affectées par le détournement de la circulation ainsi qu'aux divers points de l'itinéraire de déviation par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes

Article 5

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la section concernée par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes. Il sera affiché, en mairies, par les soins de Messieurs les Maires des communes de PERTHES et SAULT LES RETHEL, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

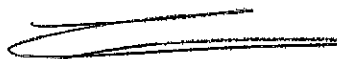
Article 7

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
 - M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
 - MM. les Maires des communes de PERTHES et SAULT LES RETHEL,
 sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :
 - M. le Commandant du S.D.I.S.,
 - M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
 - M. le Directeur de la R.D.T.A.,
 - Mme la responsable de la cellule Sécurité Routière- Transports exceptionnels à la D.D.T.,
 - MM. les Maires des communes de Biermes, , Ménil-Annelles et Annelles et Juniville.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **04 JUIN 2015**
 Pour le Président du Conseil départemental des
 Ardennes et par délégation,
 le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
 mobilités,

M. GRASMUCK

Le Chef du Service
 Gestion du Patrimoine Routier



Olivier NOIZET

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Prolongation de délai de l'arrêté N°2015-208

Arrêté n° 2015-214

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 926

**INTERDICTION DE CIRCULER
DU P.R. 27+285 AU P.R. 30+125
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE RETHEL ET BARBY
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 02 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Vu l'arrêté n° 2015-208 du 03 juin 2015,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers de réglementer la circulation pendant les travaux d'enduits superficiels sur la Route Départementale n° 926,

ARRETE

Article 1

Le délai d'exécution de l'arrêté n° 2015-208, qui instaure des restrictions de circulation sur le territoire des communes de PERTHES et BARBY hors agglomération jusqu'au vendredi 05 juin 2015 à 19h00, énoncées dans les articles ci-dessous est prorogé jusqu'au mardi 09 juin 2015 à 20h00.

Article 2

La circulation est interdite, pour tous les véhicules, sur la Route Départementale N926 hormis les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation :

- du P.R. 27+285 au P.R 30+125.

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation par :

- La RD 946 du carrefour RD 926 de Rethel au carrefour RD 3 d'Eclly;
- La RD 3 du carrefour RD 946 d'Eclly au carrefour de RD 926 de Château-Porcien ;
- La RD 926 du carrefour RD 3 de Château-Porcien à Barby.

Article 4

Les panneaux de signalisation réglementaires matérialisant cette interdiction et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront placés aux extrémités des sections affectées par le détournement de la circulation ainsi qu'aux divers points de l'itinéraire de déviation par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes.

Article 5

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la section concernée par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes. Il sera affiché, en mairies, par les soins de Messieurs les Maires des communes de RETHEL et BARBY, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- MM. les Maires des communes de RETHEL et BARBY,

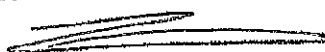
sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la cellule Sécurité Routière- Transports exceptionnels à la D.D.T.,
- MM. les Maires des communes de CHATEAU-PORCIEN et ECLY.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **04 JUIN 2015**
 Pour le Président du Conseil départemental des
 Ardennes et par délégation,
 le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
 mobilités,

M. GRASMUCK

Le Chef du Service
 Gestion du Départementier



OLIVIER ROUSSEL

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Prolongation de délai de l'arrêté N°2015-209

Arrêté n° 2015-215

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 926

**INTERDICTION DE CIRCULER
DU P.R. 22+765 AU P.R. 26+200
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE BARBY ET CHATEAU-PORCIEN.
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R 411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 02 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Vu l'arrêté n° 2015-209 du 03 juin 2015,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers de réglementer la circulation pendant les travaux d'enduits superficiels sur la Route Départementale n° 926,

ARRETE

Article 1

Le délai d'exécution de l'arrêté n° 2015-209, qui instaure des restrictions de circulation sur le territoire des communes de BARBY et CHATEAU-PORCIEN hors agglomération jusqu'au mardi 09 juin 2015 à 19h00, énoncées dans les articles ci-dessous est prorogé jusqu'au vendredi 12 juin 2015 à 20h00.

Article 2

La circulation est interdite, pour tous les véhicules, sur la Route Départementale N° 926 hormis les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation :

- du P.R. 22+765 au P.R 26+200.

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation par :

- La RD 3 du carrefour RD 926 de Château-Porcien au carrefour RD 946 d'Eclly;
- La RD 946 du carrefour RD 3 d'Eclly au carrefour de RD 926 de Rethel;
- La RD 926 du carrefour RD 946 de Rethel à Barby.

Article 4

Les panneaux de signalisation réglementaires matérialisant cette interdiction et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront placés aux extrémités des sections affectées par le détournement de la circulation ainsi qu'aux divers points de l'itinéraire de déviation par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes.

Article 5

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la section concernée par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes. Il sera affiché, en mairies, par les soins de Messieurs les Maires des communes de BARBY et CHATEAU-PORCIEN, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme. le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- MM. les Maires des communes de BARBY et CHATEAU-PORCIEN,

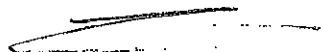
sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la cellule Sécurité Routière- Transports exceptionnels à la D.D.T.,
- MM. les Maires des communes de RETHEL et ECLY.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **04 JUIN 2015**
 Pour le Président du Conseil départemental des
 Ardennes et par délégation,
 le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
 mobilités,

M. GRASMUCK

Le Chef du Service
 Gestion du Patrimoine Routier



Olivier NOIZET

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES / DIRECTION DES ROUTES,
INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015-217

**ROUTE DEPARTEMENTALE N° 31
REGLEMENTATION DE CIRCULATION
DU P.R. 32 +130 AU P.R. 32 +215
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE MONTHERME
(HORS AGGLOMERATION)****LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,**

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 02 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Vu la demande en date du 04 Juin 2015 (par mail) de M. Mario MESSINA pour le compte de l'entreprise EUROVIA – ZI GLAIRE – 08203 SEDAN,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers et de l'entreprise de réglementer la circulation pendant les travaux de création d'un mur de soutènement le long de la Route Départementale n° 31 dans le cadre de l'aménagement de la voie touristique trans-emoysienne,

ARRETE**Article 1**

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de MONTHERME, hors agglomération énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet :

- Du mardi 09 juin 2015 à 7h00 au vendredi 03 juillet 2015 à 17h00

Suivant l'avancement des travaux et les possibilités offertes par les phases du chantier, la circulation pourra être rendue possible après 17h00 et jusqu'à 7h00 ainsi que les samedis et dimanches.

Article 2

La circulation pour tous les véhicules s'effectuera en alternat par feux tricolores de chantier, sur la Route Départementale N° 31.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du P.R. 32 +130 au P.R. 32 +215 .

De plus, la vitesse sera abaissée par paliers de 20 Km/h à 50 Km/h et les manœuvres de dépassements seront interdites en approche des zones alternées.

Article 3

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation et feux tricolores de chantier réglementaires matérialisant ces restrictions et réglementations de circulation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 4

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux. L'arrêté sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le Maire de la commune de MONTHERME et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 5

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 6

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- M. le Maire de la commune de MONTHERME,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le 05 Juin 2015

Pour le Président du Conseil départemental des

Ardennes et par délégation,

P/le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et

mobilités,

Le Chef du Service
Gestion du Patrimoine Routier



Olivier NOIZET

M GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES / DIRECTION DES ROUTES,
INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015 - 221

ROUTE DEPARTEMENTALE N°21

INTERDICTION DE LA CIRCULATION
DU P.R. 11+763 AU P.R. 15+701
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE AMAGNE et GIVRY,
(HORS AGGLOMERATION)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 02 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Vu la demande en date du 8 juin 2015 émanant du chef du TR SUD ARDENNES,
- Considérant que les travaux d'ESU nécessitent pour la sécurité des usagers, une réglementation de la circulation,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire des communes de AMAGNE et GIVRY, hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet :

- le vendredi 12 juin 2015 de 8h00 à 17h00

Article 2

La circulation est interdite pour tous les véhicules, sauf pour les riverains, sur la Route Départementale N°21.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation ;

- du P.R. 11+763 au P.R. 15+701

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée par :

- la RD30 de la RD21 à la RD14,
- la RD 14 de la RD30 à la RD43,
- la RD43 de la RD14 à la RD21,
- et inversement pour l'autre sens de circulation.

Article 4

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation de chantier réglementaires matérialisant cette interdiction de circulation et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 5

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du maître d'ouvrage des travaux. Il sera également affiché en mairie par les soins de Messieurs les Maires des communes de AMAGNE et de GIVRY publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- MM. les Maires des communes de AMAGNE, et GIVRY

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT,
- M. le Maire de la commune de ALLAND'HUY-ET-SAUSSEUIL.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **11 JUIN 2015**
 Pour le Président du Conseil départemental des
 Ardennes et par délégation,
 le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
 Mobilités

Le Chef du Service
 Gestion du Patrimoine Routier


 Olivier NOIZET

M. GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015 - 222

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 28

**INTERDICTION DE CIRCULER
DU P.R. 22+362 AU P.R. 23+305
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE LA SABOTTERIE.
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 02 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers de réglementer la circulation pendant les travaux de recalibrage et élargissement de la chaussée sur la Route Départementale n° 28.

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de LA SABOTTERIE, hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous, prendront effet :

- du lundi 15 juin 2015 à 8h00 au vendredi 3 juillet 2015 à 19h00

Article 2

La circulation est interdite, pour tous les véhicules, sur la Route Départementale N° 28 hormis les riverains résidents du lieu-dit « Le Puits de Là-Bas », ainsi que les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier et les véhicules de transports scolaires.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation :

- du P.R. 22+362 au P.R. 23+305.

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation par :

- La RD 8 du carrefour RD 28 de La Sabotterie au carrefour RD 30 de Tourteron;
- La RD 30 du carrefour RD 8 de Tourteron au carrefour de RD 28 de Lametz;

Article 4

Les panneaux de signalisation réglementaires matérialisant cette interdiction et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront placés aux extrémités des sections affectées par le détournement de la circulation ainsi qu'aux divers points de l'itinéraire de déviation par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes

Article 5

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la section concernée par les soins du Territoire Routier Sud Ardennes. Il sera également affiché en mairie, par les soins de Monsieur le Maire de la commune de LA SABOTTERIE, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- M. le Maires de la commune de LA SABOTTERIE,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la cellule Sécurité Routière- Transports exceptionnels à la D.D.T.,
- MM. les Maires des communes de TOURTERON et LAMETZ.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **11 JUIN 2015**

Pour le Président du Conseil départemental des Ardennes et par délégation,

/le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et mobilités,

Le Chef du Service
Gestion du Patrimoine Routier

M. GRASMUCK


Olivier NOIZET

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES / DIRECTION DES ROUTES,
INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015- 223

ROUTE DEPARTEMENTALE N°25

INTERDICTION DE LA CIRCULATION
DU P.R. 4+197 AU P.R. 5+829
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE MONTGON et NEUVILLE-DAY,
(HORS AGGLOMERATION)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 02 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Vu la demande en date du 8 juin 2015 émanant du chef du TR SUD ARDENNES,
- Considérant que les travaux d'ESU nécessitent pour la sécurité des usagers, une réglementation de la circulation,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire des communes de MONTGON et NEUVILLE-DAY, hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet :

- du lundi 15 juin 2015 à 8h00 au mardi 16 juin 2015 à 17h00

Article 2

La circulation est interdite pour tous les véhicules, sauf pour les riverains et les véhicules de transports scolaires, sur la Route Départementale N°25. La vitesse pour ces véhicules dérogatoires sera néanmoins limitée à 30km/h sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation

- du P.R. 4+197 au PR 5+829

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée par :

- la RD28 de la RD25 à la RD30,
- la RD 30 de la RD28 à la RD25,
- et inversement pour l'autre sens de circulation.

Article 4

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation de chantier réglementaires matérialisant cette interdiction de circulation et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 5

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du maître d'ouvrage des travaux. Il sera également affiché en mairie par les soins de Messieurs les Maires des communes de MONTGON et de NEUVILLE-DAY publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

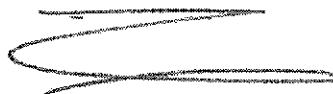
- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
 - M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités,
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
 - MM. les Maires des communes de MONTGON et NEUVILLE-DAY,
- sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :
- M. le Commandant du S.D.I.S.,
 - M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
 - M. le Directeur de la R.D.T.A.,
 - Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT,
 - MM. les Maires des communes de LE CHESNE et LAMETZ.

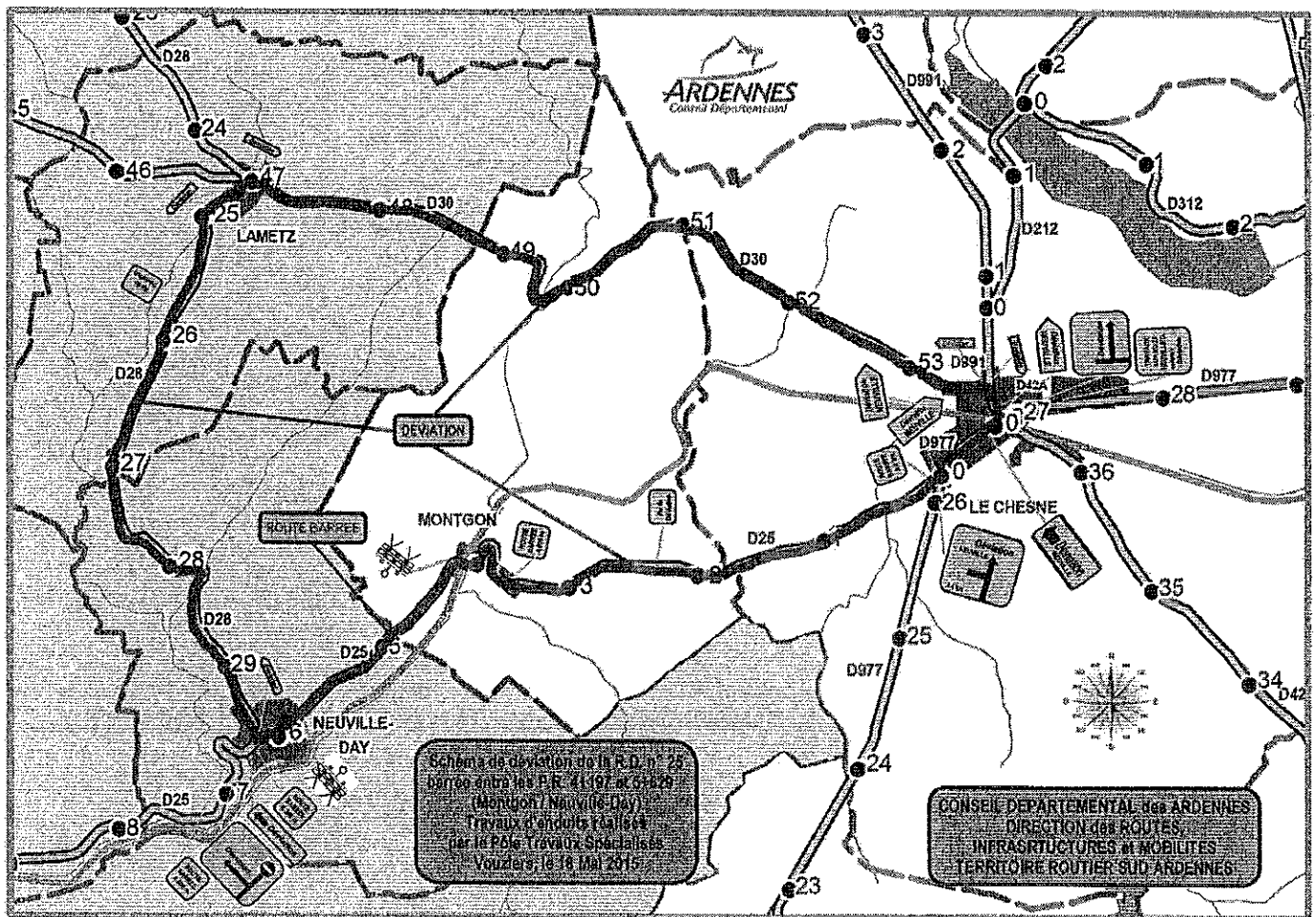
A CHARLEVILLE-MEZIERES, le
 Pour le Président du Conseil départemental des
 Ardennes et par délégation,
 R/ le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
 Mobilités

Le Chef du Service
 Gestion du Patrimoine Routier

Olivier NOIZET

M. GRASMUCK





REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES / DIRECTION DES ROUTES,
INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015 - 224

ROUTE DEPARTEMENTALE N°222

**REOUVERTURE PROVISOIRE A LA CIRCULATION
DU P.R. 0+269 AU P.R. 2+948
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE ARREUX ET TOURNES,
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 02 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Vu l'arrêté n°2015-050 du 11 mars 2015,
- Vu l'arrêté de Monsieur le Maire de MONTCORNET fermant à la circulation la RD 22 en traverse de MONTCORNET durant le vendredi 12 juin 2015 de 8h00 à 18h00,
- Considérant la nécessité, afin d'assurer une continuité d'itinéraire, d'ouvrir de nouveau la circulation sur la RD222 dans les deux sens de circulation,

ARRETE

Article 1

Les prescriptions de circulation, situées sur le territoire des communes de ARREUX et TOURNES, hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet :

- Le vendredi 12 juin 2015 de 8h00 à 18h00.

Article 2

Par dérogation à l'arrêté N°2015-050 qui instaure une interdiction de circulation jusqu'au 30 septembre 2015, la circulation sera rétablie pour tous les véhicules, dans les deux sens de circulation sur la Route Départementale N°222.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante :

- du P.R. 0+269 au P.R. 2+948.

Article 3

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du Territoire Routier Nord Ardennes. Il sera également affiché en mairie par les soins de Madame le Maire de la commune de Tournes et Monsieur le Maire de la commune de Arreux, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 4

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 5

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- Mme le Maire de la commune de Tournes,
- M. le Maire de la commune de Arreux,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT,
- MM. les Maires des communes de Cliron, Renwez et Montcornet

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le 12 Juin 2015
 Pour le Président du Conseil départemental des
 Ardennes et par délégation,
 le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
 Mobilités



M. GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES / DIRECTION DES ROUTES,
INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Prolongation de délai de l'arrêté N°2015-221

Arrêté n° 2015 - 225

ROUTE DEPARTEMENTALE N°21

**INTERDICTION DE LA CIRCULATION
DU P.R. 11+763 AU P.R. 15+701
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE AMAGNE et GIVRY,
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 02 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Vu l'arrêté n° 2015-221 du 11 juin 2015,
- Vu la demande en date du 8 juin 2015 émanant du chef du TR SUD ARDENNES,
- Considérant que les travaux d'ESU nécessitent pour la sécurité des usagers, une réglementation de la circulation,

ARRETE

Article 1

Le délai d'exécution de l'arrêté n° 2015-221, qui instaure des restrictions de circulation sur le territoire des communes de AMAGNE et GIVRY hors agglomération jusqu'au vendredi 12 juin 2015 à 17h00, énoncées dans les articles ci-dessous est prorogé jusqu'au mardi 16 juin 2015 à 17h00.

Article 2

La circulation est interdite pour tous les véhicules, sauf pour les riverains, sur la Route Départementale N°21.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation
- du P.R. 11+763 au P.R. 15+701

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée par :

- la RD30 de la RD21 à la RD14,
- la RD 14 de la RD30 à la RD43,
- la RD43 de la RD14 à la RD21,
- et inversement pour l'autre sens de circulation.

Article 4

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation de chantier réglementaires matérialisant cette interdiction de circulation et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 5

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du maître d'ouvrage des travaux. Il sera également affiché en mairie par les soins de Messieurs les Maires des communes de AMAGNE et de GIVRY publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- MM. les Maires des communes de AMAGNE, et GIVRY

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT,
- M. le Maire de la commune de ALLAND'HUY-ET-SAUSSEUIL.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le 12 juin 2015

Pour le Président du Conseil départemental des

Ardennes et par délégation,

/ le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités

M. GRASMUCK

Le Chef du Service
Gestion du Patrimoine Routier

Olivier NOIZET

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES / DIRECTION DES ROUTES,
INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Prolongation de délai de l'arrêté N°2015-187

Arrêté n° 2015-226

ROUTE DEPARTEMENTALE N°39

**INTERDICTION DE CIRCULER
DU P.R. 1+537 AU P.R. 3+290
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE WARCQ ET FAGNON,
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 2 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Vu l'arrêté n° 2015-187 du 19 mai 2015,
- Vu la demande en date du 09 juin 2015 (par mail) de M. Vincent ROUX pour le compte de l'entreprise ROGER MARTIN – 4 avenue Jean Bertin, BP 77971, 21079 DIJON Cedex,
- Considérant que les travaux de rétablissement de la RD39 nécessitent pour la sécurité des usagers, une réglementation de la circulation,

ARRETE

Article 1

Le délai d'exécution de l'arrêté n° 2015-187, qui instaure des restrictions de circulation sur le territoire des communes de WARCQ et FAGNON hors agglomération jusqu'au vendredi 12 juin 2015 à 17h00, énoncées dans les articles ci-dessous est prorogé jusqu'au mercredi 17 juin 2015, réouverture de la route.

Article 2

La circulation est interdite pour tous les véhicules, sauf pour les riverains, sur la Route Départementale N°39.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du P.R. 1+537 au P.R. 3+290

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée par :

- la RD139 de la RD39 à la RD3a,
- la RD3a de la RD139 à la RD3,
- la RD3 de la RD3a à la RD34,
- la RD34 de la RD3 à la RD39,
- et inversement pour l'autre sens de circulation.

Article 4

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation de chantier réglementaires matérialisant cette interdiction de circulation et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 5

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du maître d'ouvrage des travaux. Il sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le Maire de la commune de WARCQ et Monsieur le Maire de la commune de FAGNON, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- M. le Maire de la commune de WARCQ,
- M. le Maire de la commune de FAGNON,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT,
- MM. les Maires des communes de PRIX LES MEZIERES et WARNECOURT.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le 12 juin 2015
 Pour le Président du Conseil départemental des
 Ardennes et par délégation,
 le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
 Mobilités


 M. GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES / DIRECTION DES ROUTES,
INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015-227

ROUTE DEPARTEMENTALE N°41

**INTERDICTION DE LA CIRCULATION
DU P.R. 27+762 AU P.R. 30+027
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE TERMES,
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 2 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités
- Vu la demande en date du 3 juin 2015 émanant de M. ADOLPHE représentant l'entreprise forestière ADOLPHE 9 rue principale 08250 BEFFU ET LE MORTHOMME,
- Considérant que les travaux d'abattage d'arbres le long de la RD 41 nécessitent pour la sécurité des usagers, une réglementation de la circulation,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de TERMES, hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet :

- du lundi 15 juin 2015 à 8h00 au samedi 20 juin 2015 à 17h00

Article 2

La circulation est interdite pour tous les véhicules, sauf pour les riverains, sur la Route Départementale N°41.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du P.R. 27+762 au P.R. 30+027.

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée par :

- la RD946 de la RD41 à la RD15,
 - la RD15 de la RD 946a à la RD41,
- et inversement pour l'autre sens de circulation.

Article 4

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation de chantier réglementaires matérialisant cette interdiction de circulation et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 5

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du maître d'ouvrage des travaux. Il sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le Maire de la commune de TERMES, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

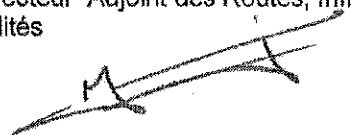
Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

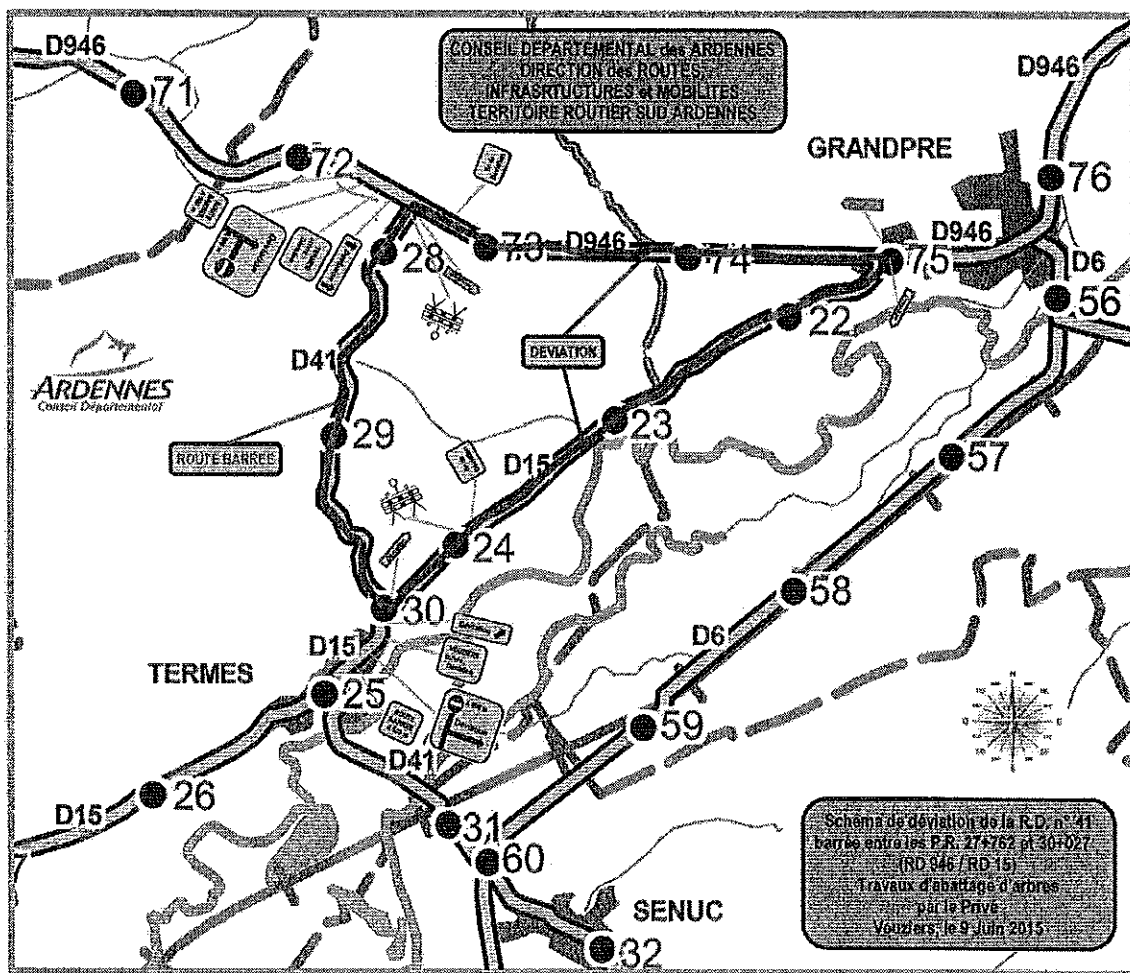
Article 7

- Mme. le Directeur Général des Services Départementaux,
 - M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités,
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
 - M le Maire de la commune de TERMES,
- sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :
- M. le Commandant du S.D.I.S.,
 - M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
 - M. le Directeur de la R.D.T.A.,
 - Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT,
 - M.le Maire de la commune de GRANDPRE

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le 12 juin 2015
Pour le Président du Conseil départemental des
Ardennes et par délégation,
le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
Mobilités



M. GRASMUCK



REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES / DIRECTION DES ROUTES,
INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015 - 228

**ROUTE DEPARTEMENTALE N° 116
REGLEMENTATION DE CIRCULATION
DU P.R. 0+702 AU P.R. 1+309
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE BELVAL
(HORS AGGLOMERATION)****LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,**

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 02 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Vu la demande par téléphone en date du 11 juin 2015 émanant de M. THOMAS, représentant l'entreprise VINCI, 47 rue Maurice Flandin 69403 LYON,
- Considérant que les travaux pour la construction de l'autoroute A304 nécessitent une réglementation de la circulation sur la Route Départementale N° 116,

ARRETE**Article 1**

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de BELVAL, hors agglomération énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet :

- du lundi 15 juin 2015 au vendredi 19 juin 2015

La circulation sera rendue possible après 17h00 et jusqu'à 7h00.

Article 2

La circulation pour tous les véhicules s'effectuera en alternat par piquets K10, sur la Route Départementale N° 116.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du P.R. 0+702 au P.R. 1+309

De plus, la vitesse sera abaissée par paliers de 20 Km/h à 50 Km/h et les manœuvres de dépassements seront interdites en approche des zones alternées.

Article 3

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation de chantier réglementaires matérialisant ces restrictions et réglementations de circulation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 4

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux. L'arrêté sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le Maire de la commune de BELVAL et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 5

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 6

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- M. le Maire de la commune de BELVAL,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le 12 juin 2015
Pour le Président du Conseil départemental des
Ardennes et par délégation,
le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
mobilités,



M GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015 - 229

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 12

**INTERDICTION DE CIRCULER
DU P.R. 16+905 AU P.R. 19+615
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE VENDRESSE ET SAUVILLE
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 02 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers de réglementer la circulation pendant les travaux d'enduits superficiels sur la Route Départementale n° 12,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire des communes de VENDRESSE et SAUVILLE, hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous, prendront effet :

- du jeudi 18 juin 2015 à 7h30 au samedi 20 juin 2014 à 9h00

Article 2

La circulation est interdite, pour tous les véhicules, sur la Route Départementale N° 12 hormis les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation :

- du P.R. 16+905 au P.R. 19+615

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation par :

- La RD 27 du carrefour RD 12 de La Morteau au carrefour RD 24 de Malmey ;
- La RD 24 du carrefour RD 27 de Malmey au carrefour RD 977 de Chémery sur Bar ;
- La RD 977 du carrefour RD 27 de Chémery sur Bar au carrefour RD 12 ;
- La RD 12 du carrefour RD 977 à Sauvillie.

Article 4

Les panneaux de signalisation réglementaires matérialisant cette interdiction et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront placés aux extrémités des sections affectées par le détournement de la circulation ainsi qu'aux divers points de l'itinéraire de déviation par les soins du Territoire Routier EST Ardennes – Centre de Poix-Terron.

Article 5

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la section concernée par les soins du du Territoire Routier EST Ardennes – Centre de Poix-Terron. Il sera également affiché en mairie par les soins de Messieurs les Maires des communes de Vendresse et Sauvillie, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- MM. les Maires des communes de VENDRESSE et SAUVILLIE,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la cellule Sécurité Routière- Transports exceptionnels à la D.D.T.,
- Mme le Maire de LE MONT-DIEU,
- MM. les Maires des communes de CHEMERY/BAR, LA NEUVILLE-A-MAIRE, TANNAY, LE

CHESNE.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le 16 Juin 2015

Pour le Président du Conseil départemental des

Ardennes et par délégation,

P/ le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et

mobilités,

Le Chef du Service
Gestion du Patrimoine Routier


Olivier NOZET

M. GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES ARDENNES / DIRECTION DES ROUTES,
INFRASTRUCTURES ET MOBILITES**Prolongation de délai de l'arrêté N°2015-191**

Arrêté n° 2015-230

ROUTE DEPARTEMENTALE N°16**INTERDICTION DE CIRCULER
DU P.R. 12+982 AU P.R. 16+099
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE BELVAL ET WARCQ,
(HORS AGGLOMERATION)****LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES ARDENNES,**

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 02 Avril 2015 de M. le Président du Conseil général portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Vu l'arrêté n° 2015-191 du 21 mai 2015,
- Vu la demande par mail en date du 16 juin 2015 émanant de M. LEGAIN représentant la société VINCI Construction Terrassement sise 8 Rue François Urano à 08000 WARCQ,
- Considérant que les travaux de rétablissement de la RD 16, dans le cadre de la construction de l'autoroute A 304 nécessitent pour la sécurité des usagers, une réglementation de la circulation,

ARRETE**Article 1**

Le délai d'exécution de l'arrêté n° 2015-191, qui instaure des restrictions de circulation sur le territoire des communes de BELVAL et WARCQ hors agglomération jusqu'au Mardi 30 Juin 2015 à 17h00, énoncées dans les articles ci-dessous est prorogé jusqu'au Mercredi 15 juillet 2015 à 17h00.

Article 2

La circulation est interdite pour tous les véhicules sur la Route Départementale N°16, hormis les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du P.R. 12+982 au P.R. 16+099.

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée par :

- la RD 116 de la RD 16 à la RD 9 dans BELVAL,
- la RD 9 de la RD 116 dans BELVAL à la RD 16 dans WARCQ,
- et inversement pour l'autre sens de circulation.

Article 4

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation de chantier réglementaires matérialisant cette interdiction de circulation et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 5

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du maître d'ouvrage des travaux. Il sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le Maire de la commune de BELVAL et Monsieur le Maire de la commune de WARCQ, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- M. le Maire de la commune de BELVAL,
- M. le Maire de la commune de WARCQ,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT,
- Mme le Maire de la commune de THIS.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **18 JUIN 2015**
 Pour le Président du Conseil Départemental des
 Ardennes et par délégation,
 P/ le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
 Mobilités,

M. GRASMUCK

Le Chef du Service
 Gestion du Patrimoine Routier

Olivier NOIZET

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015 - 231

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 47

**INTERDICTION DE CIRCULER
DU P.R. 1 +970 AU P.R. FIN
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE HIERGES
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 2 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Vu l'accord de M. le Maire de VIREUX-MOLHAIN en, date du 18 juin 2015,
- Considérant qu'il est nécessaire, en raison du dysfonctionnement des feux tricolores du carrefour RD47 / RD8051, afin d'assurer la sécurité des usagers de réglementer la circulation pendant les travaux sur la Route Départementale n° 47 au niveau du passage à niveau,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de HIERGES, hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous, prendront effet :

- du jeudi 18 juin 2015 à 12h00 au vendredi 26 juin 2015 à 18 h00

Article 2

La circulation est interdite, pour tous les véhicules, sur la Route Départementale N° 47 hormis les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans le sens de circulation RD47 vers RD8051 :

- du P.R. 1 +970 au P.R. FIN

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée dans le sens de circulation RD 47 vers RD8051 par :

- La rue de l'aciérie ;
- La rue des forges ;
- La rue du 18 juin 1940.

Article 4

Les panneaux de signalisation réglementaires matérialisant cette interdiction et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront placés aux extrémités des sections affectées par le détournement de la circulation ainsi qu'aux divers points de l'itinéraire de déviation par les soins du Territoire Routier NORD ARDENNES.

Article 5

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la section concernée par les soins du Territoire Routier NORD ARDENNES. Il sera affiché, en mairie, par les soins de Monsieur le Maire de la commune de HIERGES, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme. le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- M. le Maire de la commune de HIERGES,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

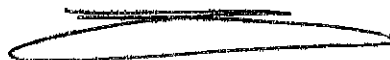
- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la cellule Sécurité Routière- Transports exceptionnels à la D.D.T.,
- M. le Maire de la commune de Vireux Molhain

18 JUIN 2015

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le
Pour le Président du Conseil départemental des
Ardennes
et par délégation,
M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
mobilités,

Le Chef du Service
Gestion du Patrimoine Routier

M. GRASMUCK


Olivier NOIZET

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015 - 232

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 12
INTERDICTION DE CIRCULER
DU P.R. 2+275 AU P.R. 4+948
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE HANNOGNE-ST-MARTIN
ET SAPOGNE-FEUCHERES
(HORS AGGLOMERATION)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 02 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers de réglementer la circulation pendant les travaux d'enduits superficiels sur la Route Départementale n° 12,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire des communes de HANNOGNE-ST-MARTIN et SAPOGNE-FEUCHERES hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous, prendront effet :

- du lundi 22 juin 2015 à 8h00 au mercredi 24 juin 2015 à 12h00

Article 2

La circulation est interdite, pour tous les véhicules, sur la Route Départementale N° 12 hormis les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation :

- du P.R. 2+275 au P.R. 4+948

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation par :

- La RD 764 du carrefour RD 12 de Pont-à-Bar au carrefour RD 33 de Flize,
- La RD 33 du carrefour RD 764 de Flize au carrefour RD 133 de Boutancourt ;
- La RD 133 du carrefour RD 33 de Boutancourt au carrefour RD 12 de La Marlière;

Article 4

Les panneaux de signalisation réglementaires matérialisant cette interdiction et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront placés aux extrémités des sections affectées par le détournement de la circulation ainsi qu'aux divers points de l'itinéraire de déviation par les soins du Territoire Routier EST Ardennes – Centre de Novvion sur Meuse.

Article 5

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la section concernée par les soins du Territoire Routier EST Ardennes – Centre de Novvion sur Meuse. Il sera également affiché en mairie, par les soins de Messieurs les Maires des communes de HANNOGNE-ST-MARTIN et SAPOGNE-FEUCHERES, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
 - M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
 - MM. les Maires des communes de HANNOGNE-ST-MARTIN et SAPOGNE-FEUCHERES,
- sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :
- M. le Commandant du S.D.I.S.,
 - M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
 - M. le Directeur de la R.D.T.A.;
 - Mme la responsable de la cellule Sécurité Routière- Transports exceptionnels à la D.D.T.,
 - MM. les Maires des communes de DOM-LE-MESNIL, FLIZE, BOUTANCOURT,

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le
Pour le Président du Conseil départemental des
Ardennes et par délégation,
le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
mobilités,

**Le Chef du Service
Gestion du Patrimoine Routier**

Olivier NOIZET

M. GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Prolongation de délai de l'arrêté N°2015-229

Arrêté n° 2015-233

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 12

**INTERDICTION DE CIRCULER
DU P.R. 16+905 AU P.R. 19+615
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE VENDRESSE ET SAUVILLE
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 02 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Vu l'arrêté n° 2015-229 du 16 juin 2015,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers de réglementer la circulation pendant les travaux d'enduits superficiels sur la Route Départementale n° 12,

ARRETE

Article 1

Le délai d'exécution de l'arrêté n° 2015-229, qui instaure des restrictions de circulation sur le territoire des communes de VENDRESSE et SAUVILLE hors agglomération jusqu'au samedi 20 juin 2015 à 9h00, énoncées dans les articles ci-dessous est prorogé jusqu'au Lundi 22 juin 2015 à 18h00.

Article 2

La circulation est interdite, pour tous les véhicules, sur la Route Départementale N° 12 hormis les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation :

- du P.R. 16+905 au P.R. 19+615

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation par :

- La RD 27 du carrefour RD 12 de La Morteau au carrefour RD 24 de Malmy ;
- La RD 24 du carrefour RD 27 de Malmy au carrefour RD 977 de Chémery sur Bar ;
- La RD 977 du carrefour RD 27 de Chémery sur Bar au carrefour RD 12 ;
- La RD 12 du carrefour RD 977 à Sauville.

Article 4

Les panneaux de signalisation réglementaires matérialisant cette interdiction et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront placés aux extrémités des sections affectées par le détournement de la circulation ainsi qu'aux divers points de l'itinéraire de déviation par les soins du Territoire Routier EST Ardennes – Centre de Poix-Terron.

Article 5

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la section concernée par les soins du du Territoire Routier EST Ardennes – Centre de Poix-Terron. Il sera également affiché en mairie par les soins de Messieurs les Maires des communes de Vendresse et Sauville, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- MM. les Maires des communes de VENDRESSE et SAUVILLE,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la cellule Sécurité Routière- Transports exceptionnels à la D.D.T.,
- Mme le Maire de LE MONT-DIEU,
- MM. les Maires des communes de CHEMERY/BAR, LA NEUVILLE-A-MAIRE, TANAY, LE CHESNE.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le
Pour le Président du Conseil départemental des
Ardennes et par délégation,
/ le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
mobilités,

Le Chef du Service
Gestion du Patrimoine Routier


Olivier NOIZET

M. GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015 - 236

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 12

**INTERDICTION DE CIRCULER
DU P.R. 16+905 AU P.R. 19+615
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE VENDRESSE ET SAUVILLE
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1066 du 2 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers de réglementer la circulation pendant les travaux d'enduits superficiels sur la Route Départementale n° 12,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire des communes de VENDRESSE et SAUVILLE, hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous, prendront effet :

- sur une durée de 2 jours minimum au cours de la période s'étalant du mercredi 24 juin 2015 au mardi 30 juin 2015.

La date effective de début des travaux sera calée dans cette période en fonction des conditions météorologiques ou des aléas de chantier. La réouverture de la route interviendra dès que les conditions de circulation le permettront.

Article 2

La circulation est interdite, pour tous les véhicules, sur la Route Départementale N° 12 hormis les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation :
- du P.R. 16+905 au P.R. 19+615

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation par :

- La RD 27 du carrefour RD 12 de La Morteau au carrefour RD 24 de Malmy
- La RD 24 du carrefour RD 27 de Malmy au carrefour RD 977 de Chémery sur Bar ;
- La RD 977 du carrefour RD 27 de Chémery sur Bar au carrefour RD 12 ;
- La RD 12 du carrefour RD 977 à Sauville.

Article 4

Les panneaux de signalisation réglementaires matérialisant cette interdiction et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront placés aux extrémités des sections affectées par le détournement de la circulation ainsi qu'aux divers points de l'itinéraire de déviation par les soins du Territoire Routier EST Ardennes – Centre de Poix-Terron.

Article 5

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la section concernée par les soins du du Territoire Routier EST Ardennes – Centre de Poix-Terron. Il sera affiché, en mairies, par les soins de Messieurs les Maires des communes de Vendresse et Sauville, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme. le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- MM. les Maires des communes de VENDRESSE et SAUVILLE,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la cellule Sécurité Routière- Transports exceptionnels à la D.D.T.,
- Mme le Maire de LE MONT-DIEU
- MM. les Maires des communes de CHEMERY/BAR, LA NEUVILLE-A-MAIRE, TANAY, LE

CHESNE.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **23 JUIN 2015**

Pour le Président du Conseil départemental des
Ardennes
et par délégation,
le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
mobilités,

Le Chef du Service
Gestion du Patrimoine Routier

M. GRASMUCK

Olivier NOIZET

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015 - 237

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 12

**INTERDICTION DE CIRCULER
DU P.R. 2+275 AU P.R. 4+948
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE HANNOGNE-ST-MARTIN
ET SAPOGNE-FEUCHERES
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 2 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers de réglementer la circulation pendant les travaux d'enduits superficiels sur la Route Départementale n° 12,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire des communes de HANNOGNE-ST-MARTIN et SAPOGNE-FEUCHERES, hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous, prendront effet :

- sur une durée de 2 jours minimum au cours de la période s'étalant du mercredi 24 juin 2015 au samedi 27 juin 2015.

La date effective de début des travaux sera calée dans cette période en fonction des conditions météorologiques ou des aléas de chantier. La réouverture de la route interviendra dès que les conditions de circulation le permettront.

Article 2

La circulation est interdite, pour tous les véhicules, sur la Route Départementale N° 12 hormis les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation :

- du P.R. 2+275 au P.R. 4+948

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation par :

- La RD 764 du carrefour RD 12 de Pont-à-Bar au carrefour RD 33 de Flize,
- La RD 33 du carrefour RD 764 de Flize au carrefour RD 133 de Boutancourt ;
- La RD 133 du carrefour RD 33 de Boutancourt au carrefour RD 12 de La Marlière;

Article 4

Les panneaux de signalisation réglementaires matérialisant cette interdiction et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront placés aux extrémités des sections affectées par le détournement de la circulation ainsi qu'aux divers points de l'itinéraire de déviation par les soins du Territoire Routier EST Ardennes – Centre de Nouvion sur Meuse.

Article 5

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la section concernée par les soins du du Territoire Routier EST Ardennes – Centre de Nouvion sur Meuse. Il sera affiché, en mairies, par les soins de Messieurs les Maires des communes de HANNOGNE-ST-MARTIN et SAPOGNE-FEUCHERES, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme. le Directeur Général des Services Départementaux,
 - M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
 - MM. les Maires des communes de HANNOGNE-ST-MARTIN et SAPOGNE-FEUCHERES,
- sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :
- M. le Commandant du S.D.I.S.,
 - M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
 - M. le Directeur de la R.D.T.A.,
 - Mme la responsable de la cellule Sécurité Routière- Transports exceptionnels à la D.D.T.,
 - MM. les Maires des communes de DOM-LE-MESNIL, FLIZE, BOUTANCOURT

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **23 JUIN 2015**
 Pour le Président du Conseil départemental des
 Ardennes
 et par délégation,
 le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
 mobilités,

Le Chef du Service
 Gestion du Patrimoine Routier

M. GRASMUCK


 Olivier NOIZET

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 215-238

Annule et remplace l'arrêté 2015-237

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 12

**INTERDICTION DE CIRCULER
DU P.R. 2+275 AU P.R. 4+948
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE HANNOGNE-ST-MARTIN
ET SAPOGNE-FEUCHERES
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 2 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers de réglementer la circulation pendant les travaux d'enduits superficiels sur la Route Départementale n° 12,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire des communes de HANNOGNE-ST-MARTIN et SAPOGNE-FEUCHERES, hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous, prendront effet :

- sur une durée de 2 jours minimum au cours de la période s'étalant du mercredi 24 juin 2015 au samedi 27 juin 2015.

La date effective de début des travaux sera calée dans cette période en fonction des conditions météorologiques ou des aléas de chantier. La réouverture de la route interviendra dès que les conditions de circulation le permettront.

Article 2

La circulation est interdite pour tous les véhicules, sauf pour les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier et les transports scolaires, sur la Route Départementale N°12. La vitesse pour ces véhicules dérogatoires sera néanmoins limitée à 30km/h sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation :

- du P.R. 2+275 au P.R. 4+948

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation par :

- La RD 764 du carrefour RD 12 de Pont-à-Bar au carrefour RD 33 de Flize,
- La RD 33 du carrefour RD 764 de Flize au carrefour RD 133 de Boutancourt ;
- La RD 133 du carrefour RD 33 de Boutancourt au carrefour RD 12 de La Marlière;

Article 4

Les panneaux de signalisation réglementaires matérialisant cette interdiction et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront placés aux extrémités des sections affectées par le détournement de la circulation ainsi qu'aux divers points de l'itinéraire de déviation par les soins du Territoire Routier EST Ardennes – Centre de Nouvion sur Meuse.

Article 5

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la section concernée par les soins du du Territoire Routier EST Ardennes – Centre de Nouvion sur Meuse. Il sera affiché, en mairies, par les soins de Messieurs les Maires des communes de HANNOGNE-ST-MARTIN et SAPOGNE-FEUCHERES, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme. le Directeur Général des Services Départementaux,
 - M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
 - MM. les Maires des communes de HANNOGNE-ST-MARTIN et SAPOGNE-FEUCHERES,
- sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :
- M. le Commandant du S.D.I.S.,
 - M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
 - M. le Directeur de la R.D.T.A.,
 - Mme la responsable de la cellule Sécurité Routière- Transports exceptionnels à la D.D.T.,
 - MM. les Maires des communes de DOM-LE-MESNIL, FLIZE, BOUTANCOURT

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **24 JUIN 2015**
 Pour le Président du Conseil départemental des
 Ardennes
 et par délégation,
 le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
 mobilités,

Le Chef du Service
 Gestion du Patrimoine Routier



Olivier NOIZET

M. GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Prolongation de délai de l'arrêté N°2014-394

Arrêté n° 215 - 239

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 2

**INTERDICTION DE LA CIRCULATION
DU P.R. 3+693 AU P.R. 5+088
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE HAM LES MOINES ET REMILLY LES
POTHEES
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 2 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Vu l'arrêté n° 2014-394 du 11 décembre 2014,
- Vu la demande par mail en date du 23 juin 2015 émanant de M.LEGAIN, représentant l'entreprise VINCI Construction Terrassement sise 8 rue François URANO à 08000 WARCQ,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers de réglementer la circulation pendant les travaux de réalisation de l'autoroute A304 sur la Route Départementale N°2,

ARRETE

Article 1

Le délai d'exécution de l'arrêté n° 2014-394, qui instaure des restrictions de circulation sur le territoire des communes de HAM LES MOINES et REMILLY LES POTHEES hors agglomération jusqu'au mardi 30 juin 2014, énoncées dans les articles ci-dessous est prorogé jusqu'au jeudi 15 octobre 2015.

Article 2

La circulation est interdite, pour tous les véhicules, sur la Route Départementale N°2 hormis les riverains et les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation :

- Du P.R. 3+693 au P.R. 5+088

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée par :

- la RD2 de la RD40 à la RD9A
- la RD9A de la RD2 à la RD9
- la RD9 de la RD9A à la RD2

et inversement pour l'autre sens de circulation

Article 4

Les panneaux de signalisation réglementaires matérialisant cette interdiction et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront placés aux extrémités des sections affectées par le détournement de la circulation ainsi qu'aux divers points de l'itinéraire de déviation par les soins du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 5

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la section concernée par les soins du Maître d'Ouvrage des travaux. Il sera également affiché en mairie par les soins de Messieurs les Maires des communes de HAM LES MOINES et REMILLY LES POTHEES, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
 - M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités,
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
 - MM. les Maires des communes de HAM LES MOINES et REMILLY LES POTHEES,
 sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT,
- MM. les Maires des communes de CLIRON, HAUDRECY et SAINT-MARCEL

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **24 JUIN 2015**
 Pour le Président du Conseil départemental des
 Ardennes et par délégation,
 le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
 mobilités,

M. GRASMUCK

**Le Chef du Service
 Gestion du Patrimoine Routier**

Olivier NOIZET

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES / DIRECTION DES ROUTES
INFRASTRUCTURES ET DES MOBILITES

Arrêté n° 2015-248

ROUTE DEPARTEMENTALE N°3

**INTERDICTION DE LA CIRCULATION
DU P.R. 18+644 AU P.R. 20+620
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE LAUNOIS-SUR-VENCE ET DE NEUVIZY
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 02 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers de réglementer la circulation pendant les travaux d'enduits superficiels sur la Route Départementale n°3,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire des communes de LAUNOIS-SUR-VENCE et NEUVIZY énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet :

- sur une durée de 1 jour minimum au cours de la période s'étalant du mercredi 01 juillet 2015 à 7h00 au mardi 07 juillet 2015 à 20h00.

La date effective de début des travaux sera calée dans cette période en fonction des conditions météorologiques ou des aléas de chantier. La réouverture de la route interviendra dès que les conditions de circulation le permettront.

Article 2

La circulation est interdite pour tous les véhicules, sauf pour les riverains, sur la Route Départementale N°3.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du P.R. 18+644 au P.R. 20+620.

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée par :

- la RD35 de l'intersection RD3/RD35 dans Launois-sur-Vence vers Poix-Terron
- la RD951 de Poix-Terron au carrefour RD951/RD3
- et inversement pour l'autre sens de circulation.

Article 4

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation de chantier réglementaires matérialisant cette interdiction de circulation et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 5

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du maître d'ouvrage des travaux. Il sera également affiché en mairie par les soins de Messieurs les Maires des communes de NEUVIZY et LAUNOIS-SUR-VENCE, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes Infrastructures et mobilités,
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- M. le Maire de la commune de LAUNOIS SUR VENCE,
- M. le Maire de la commune de NEUVIZY,

Sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT,
- MM. les Maires des communes de JANDUN, RAILLICOURT, MONTIGNY SUR VENCE, POIX TERRON, VILLERS LE TOURNEUR, VIEL SAINT REMY.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le 29 juin 2015

Pour le Président du Conseil départemental des Ardennes et par délégation,

le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et mobilités,

Le Chef du Service
Gestion du Patrimoine Routier

Olivier NOIZET

M. GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015-249

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 21

**REGLEMENTATION DE CIRCULATION
DU PR 44+225 AU PR 44+425
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE CHALLERANGE
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction Interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 2 Avril 2015 de M. le Président du Conseil Départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Vu la demande en date du 24 Juin 2015 (par fax) émanant de M. Franck JOLY, représentant l'entreprise T.P. PONSIN. – 16 route d'Algemont – LA GRANDVILLE (08700),
- Considérant que les travaux de pose de câble ERDF nécessitent une réglementation de la circulation sur la Route Départementale n° 21,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de CHALLERANGE, hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet :

- du lundi 6 juillet 2015 au vendredi 17 juillet 2015

La circulation sera rendue possible après 17h00 et jusqu'à 7h00 ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés.

Article 2

La circulation pour tous les véhicules s'effectuera en alternat par feux tricolores de chantier sur la Route Départementale n° 21.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation :

- du PR 44+225 au PR 44+425.

De plus, la vitesse sera abaissée, par paliers de 20 km/h, à 50 km/h et les manœuvres de dépassements seront interdites en approche des zones alternées.

Article 3

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation et feux tricolores de chantier réglementaires matérialisant ces restrictions et réglementations de circulation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 4

L'affichage aux extrémités de la section concernée par le présent arrêté sera à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux. L'arrêté sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le Maire de la commune de CHALLERANGE, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 5

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 6

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- M. le Maire de la commune de CHALLERANGE,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le 29 juin 2015

Pour le Président du Conseil Départemental des
Ardennes et par délégation,

Le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures
et Mobilités,

Mickaël GRASMUCK

Le Chef du Service
Gestion du Patrimoine Routier


Olivier NOIZET

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES / DIRECTION DES ROUTES,
INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015 - 252

ROUTE DEPARTEMENTALE N°28

**INTERDICTION DE CIRCULER
DU P.R. 0+000 AU P.R. 0+590
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE D'EVIGNY,
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'Instruction Interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 2 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités
- Vu la demande en date du 10 juin 2015 (par mail) de M. Vincent ROUX pour le compte de l'entreprise ROGER MARTIN – 4 avenue Jean Bertin, BP 77971, 21079 DIJON Cedex,
- Considérant que les travaux de rétablissement de la RD28 et de la RD 3 nécessitent pour la sécurité des usagers, une réglementation de la circulation,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune d'EVIGNY, hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet :

- du vendredi 03 juillet 2015 à 8h00 au vendredi 28 août 2015 à 17h00

Article 2

La circulation est interdite pour tous les véhicules, hormis les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier, sur la Route Départementale N°28.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du P.R. 0+000 au P.R. 0+590

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée par :

- la RD 34 du carrefour RD28/RD34 dans EVIGNY jusqu'au carrefour RD34/RD3 de WARNECOURT,
- la RD 3 depuis WARNECOURT en direction de PRIX LES MEZIERES, et inversement dans l'autre sens de circulation

Article 4

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation de chantier réglementaires matérialisant cette interdiction de circulation et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 5

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du maître d'ouvrage des travaux. Il sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le Maire de la commune d'EVIGNY, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.


Article 7

- Mme. le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- M. le Maire de la commune d'EVIGNY,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT,
- MM. les Maires des communes de PRIX LES MEZIERES et WARNECOURT,

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **30 JUIN 2015**
 Pour le Président du Conseil départemental des
 Ardennes et par délégation,
 le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
 Mobilités


 M. GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES / DIRECTION DES ROUTES,
INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015 - 253

**ROUTE DEPARTEMENTALE N° 978
REGLEMENTATION DE CIRCULATION
DU P.R. 24 +020 AU P.R. 24 +150
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE AUBIGNY LES POTHEES
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 02 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Vu la demande en date du 26 Juin 2015 (par mail) de M. CLEMENT pour le compte de l'entreprise BOUYGUES,
- Considérant qu'il est nécessaire, afin d'assurer la sécurité des usagers et de l'entreprise, de réglementer la circulation pendant les travaux de fonçage sous la RD978,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de AUBIGNY-LES-POTHEES, hors agglomération énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet :

- Du lundi 06 juillet 2015 au vendredi 10 juillet 2015.

La circulation sera rendue possible après 17h00 et jusqu'à 7h00.

Article 2

La circulation pour tous les véhicules s'effectuera en alternat par feux tricolores de chantier, sur la Route Départementale N° 978

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du P.R. 24 +020 au P.R. 24 +150

De plus, la vitesse sera abaissée par paliers de 20 Km/h à 50 Km/h et les manœuvres de dépassements seront interdites en approche des zones alternées.

Article 3

La mise en place, la maintenance et le repleinement des panneaux de signalisation et feux tricolores de chantier réglementaires matérialisant ces restrictions et réglementations de circulation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 4

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux. L'arrêté sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le maire de la commune de AUBIGNY-LES-POTHEES et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 5

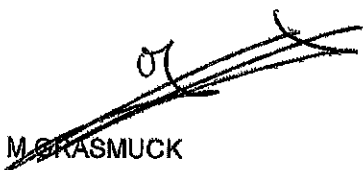
Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 6

- Mme. le Directeur Général des Services Départementaux,,
 - M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
 - M. le Maire de la commune de AUBIGNY-LES-POTHEES,
- sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à
- M. le Commandant du S.D.I.S.,
 - M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
 - M. le Directeur de la R.D.T.A.,
 - Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT.

30 JUIN 2015

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le
Pour le Président du Conseil départemental des
Ardennes et par délégation,
le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
mobilités,



M. GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES / DIRECTION DES ROUTES,
INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015 - 254

**ROUTE DEPARTEMENTALE N° 3
REGLEMENTATION DE CIRCULATION
DU P.R. 3+480 AU P.R. 4+020
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES D'EVIGNY ET PRIX LES MEZIERES
(HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction Interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 2 Avril 2015 de M. le Président du Conseil général portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités.
- Vu la demande en date du 26 juin 2015 (par téléphone) de M. Vincent ROUX pour le compte de l'entreprise ROGER MARTIN – 4 avenue Jean Bertin, BP 77971, 21079 DIJON Cedex,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers et de l'entreprise de réglementer la circulation pendant les travaux de rétablissement de la Route Départementale n° 3,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire des communes d'EVIGNY et PRIX LES MEZIERES, hors agglomération énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet :

- Du jeudi 02 juillet 2015 au vendredi 10 juillet 2015

La circulation sera rendue possible après 18h00 et jusqu'à 7h00 ainsi que le samedi et dimanche .

Article 2

La circulation pour tous les véhicules s'effectuera en alternat par feux tricolores ou par piquets K10, sur la Route Départementale N° 3

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du P.R. 3+480 au P.R. 4+020

De plus, la vitesse sera abaissée par paliers de 20 Km/h à 50 Km/h et les manœuvres de dépassements seront interdites en approche des zones alternées.

Article 3

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation de chantier et des feux tricolores réglementaires matérialisant ces restrictions et réglementations de circulation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 4

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux. L'arrêté sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le maire de la commune d'EVIGNY et Monsieur le Maire de la commune de PRIX LES MEZIERES et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 5

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 6

- Mme. le Directeur Général des Services Départementaux,,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- M. le Maire de la commune d'EVIGNY,
- M. le Maire de la commune de PRIX LES MEZIERES,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **30 JUIN 2015**
Pour le Président du Conseil départemental des
Ardennes et par délégation,
le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
mobilités,


M GRASMOCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES / DIRECTION DES ROUTES,
INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015-255

**ROUTE DEPARTEMENTALE N° 39
REGLEMENTATION DE CIRCULATION
DU P.R. 1+537 AU P.R. 2+100
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE WARCOQ
(HORS AGGLOMERATION)****LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,**

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1066 du 02 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités.
- Vu la demande par mail en date du 26 juin 2015 émanant de M. MALAQUIN, représentant l'entreprise VINCI, 47 rue Maurice Flandin 69403 LYON,
- Considérant que les travaux pour la construction de l'autoroute A304 nécessitent une réglementation de la circulation sur la Route Départementale N° 39,

ARRETE**Article 1**

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de WARCOQ, hors agglomération énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet :

- Du mercredi 01 juillet 2015 au vendredi 31 juillet 2015

La circulation sera rendue possible après 18h00 et jusqu'à 7h00 ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés.

L'alternat sera mis en place en fonction des phases de travaux et il est toutefois possible qu'il soit maintenu certaines nuits.

Article 2

La circulation pour tous les véhicules s'effectuera en alternat par feux tricolores, sur la Route Départementale N° 39

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du P.R. 1+537 au P.R. 2+100

De plus, la vitesse sera abaissée par paliers de 20 Km/h à 50 Km/h et les manœuvres de dépassements seront interdites en approche des zones alternées.

Article 3

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation et des feux tricolores réglementaires matérialisant ces restrictions et réglementations de circulation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 4

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux. L'arrêté sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le maire de la commune de WARCQ et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 5

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 6

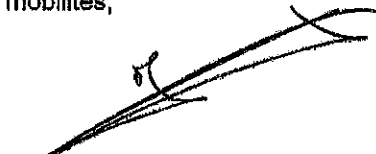
- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
- M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
- M. le Maire de la commune de WARCQ,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- Mme la responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT.

30 JUIN 2015

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le
Pour le Président du Conseil départemental des
Ardennes et par délégation,
le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
mobilités,



M GRASMUCK

REPUBLIQUE FRANÇAISE
 CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
 DIRECTION DES ROUTES, INFRASTRUCTURES ET MOBILITES

Arrêté n° 2015 - 256

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 34

**INTERDICTION DE CIRCULER
 DU P.R. 54+1214 AU P.R. 57+150
 SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE NOUVION-SUR-MEUSE et VRIGNE-MEUSE
 (HORS AGGLOMERATION)**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 1065 du 02 Avril 2015 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et Mobilités,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers de réglementer la circulation pendant les travaux d'enduits superficiels sur la Route Départementale n° 34,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire des communes de NOUVION-SUR-MEUSE et VRIGNE-MEUSE, hors agglomération, énoncées dans les articles ci-dessous, prendront effet :

- sur une durée de 2 jours minimum au cours de la période s'étalant du mardi 30 juin 2015 au samedi 4 juillet 2015.

La date effective de début des travaux sera calée dans cette période en fonction des conditions météorologiques ou des aléas de chantier. La réouverture de la route interviendra dès que les conditions de circulation le permettront.

Article 2

La circulation est interdite, pour tous les véhicules, sur la Route Départementale N° 34, hormis les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation :

- du P.R. 54+1214 au P.R. 57+150

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée dans les deux sens de circulation par :

- La RD 33 du carrefour RD 34 dans Nouvion au carrefour RD764 de Dom Le Mesnil,
- La RD 764 du carrefour RD 33 de Dom Le Mesnil au carrefour RD 24 de Donchery ;
- La RD 24 du carrefour RD 764 de Donchery au carrefour RD 34 dans Donchery;
- La RD 34 du carrefour RD 24 dans Donchery au carrefour RD 105 dans Vrine-Meuse.

Article 4

Les panneaux de signalisation réglementaires matérialisant cette interdiction et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront placés aux extrémités des sections affectées par le détournement de la circulation ainsi qu'aux divers points de l'itinéraire de déviation par les soins du Territoire Routier EST Ardennes – Centre de Nouvion sur Meuse.

Article 5

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la section concernée par les soins du du Territoire Routier EST Ardennes – Centre de Nouvion sur Meuse. Il sera également affiché en mairie, par les soins de Messieurs les Maires des communes de NOUVION-SUR-MEUSE et VRIGNE-MEUSE, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
 - M. le Directeur des Routes, Infrastructures et Mobilités
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
 - MM. les Maires des communes de NOUVION-SUR-MEUSE et VRIGNE-MEUSE,
 sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à :
 - M. le Commandant du S.D.I.S.,
 - M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
 - M. le Directeur de la R.D.T.A.,
 - Mme la responsable de la cellule Sécurité Routière- Transports exceptionnels à la D.D.T.,
 - MM. les Maires des communes de DOM-LE-MESNIL, DONCHERY.

30 JUIN 2015

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le
 Pour le Président du Conseil départemental des
 Ardennes et par délégation,
 le Directeur Adjoint des Routes, Infrastructures et
 mobilités,


 M. GRASMOCK

DIRECTION DES FINANCES



DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX

DIRECTION DES FINANCES

SERVICE DE LA GESTION FINANCIERE

ARRETE N° 2015-234

PORTANT INSTITUTION D'UNE REGIE DE RECETTES AU SERVICE GESTION DU PATRIMOINE ROUTIER ET MOBILITES

AERODROME DE BELVAL

Le PRESIDENT du CONSEIL DEPARTEMENTAL

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18 ;

VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

VU la délibération de la Commission Permanente en date du 31 mars 2011 autorisant le Président à créer des régies en application de l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 18 juin 2015.

**SUR PROPOSITION DE MADAME LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES
DEPARTEMENTAUX ;**

ARRETE

- ARTICLE 1** : Il est institué une régie de recettes auprès du service gestion du patrimoine routier et mobilités pour le fonctionnement de l'Aérodrome de Belval, à compter du 1^{er} août 2015 ;
- ARTICLE 2** : Cette régie est installée dans les locaux de l'Aérodrome à 08090 BELVAL ;
- ARTICLE 3** : La régie encaisse les produits résultant de la facturation des taxes aéroportuaires ;
- ARTICLE 4** : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants : numéraires, chèques, cartes bancaires, et TPE (encaissement par internet) ;
- ARTICLE 5** : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques ;
- ARTICLE 6** : Un fonds de caisse d'un montant de 200 € est mis à disposition du régisseur ;
- ARTICLE 7** : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 3 000 € ;
- ARTICLE 8** : Le régisseur est tenu de verser au comptable public le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7, et au minimum une fois par mois ;
- ARTICLE 9** : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois ;
- ARTICLE 10** : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;
- ARTICLE 11** : Le régisseur et le mandataire suppléant percevront une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;
- ARTICLE 12** : Le Directeur Général des Services départementaux et le Comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CHARLEVILLE-MEZIERES, le 19 juin 2015

Le Président du Conseil Départemental


Benoît HURÉ

**SYNDICAT MIXTE POUR LA REALISATION
DE LA ZONE DE HAUTE TECHNOLOGIE
DU MOULIN LE BLANC**

Syndicat Mixte
pour la Réalisation
de la Zone de Haute Technologie
du Moulin Le Blanc

Hôtel du Département
08011 CHARLEVILLE-MÉZIÈRES CEDEX
☎ 03.24.36.62.30 - 03.24.59.61.11
Fax : 03.24.59.61.19

Charleville-Mézières, le

25 JUIN 2015

ARRETÉ
Portant délégation de signature

PRÉFECTURE DES ARDENNES

26 JUIN 2015

Le Président du Comité Syndical du Syndicat Mixte pour la Réalisation de la Zone de Haute Technologie du Moulin Le Blanc

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, départements et régions,

Vu le code des communes et notamment les articles L 166-1 à L 166-4 et R166-1,

Vu l'arrêté préfectoral du 26 juin 1987 portant création du Syndicat Mixte,

Vu l'arrêté n°2943 du 18 octobre 2007 chargeant Monsieur David GUIOST, Directeur territorial, occupant des fonctions de Directeur des Finances du Conseil Départemental des Ardennes à compter du 3 octobre 2007,

Vu l'élection de Monsieur Boris RAVIGNON en tant que Président du Syndicat Mixte en date du 28 mai 2015,

ARRETE

Article 1 : L'arrêté en date du 30 juin 2011 est abrogé.

Article 2 : Délégation de signature est donnée, à Monsieur David GUIOST, Directeur des Finances, à l'effet de signer dans la limite des attributions et compétences du Syndicat :

- toutes pièces de comptabilité (mandats, titres de perception, ordres de paiement, factures,...) destinées à engager, constater, liquider ou ordonnancer les dépenses et à percevoir les recettes afférentes au budget du Syndicat Mixte du Moulin Le Blanc,

- tous actes, documents administratifs et correspondances du Syndicat Mixte, à l'exception de ceux dont l'importance requiert la signature du Président du Comité Syndical.

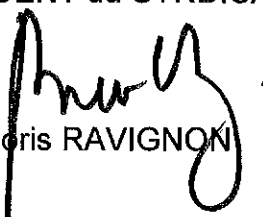
Article 3 : Le présent arrêté prend effet à compter de la date de signature du présent arrêté.

Article 4 : Le Président est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, transmis à Monsieur le Préfet des Ardennes et Monsieur le Receveur, affiché à l'Hôtel du Département et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département des Ardennes.

Article 5 : En l'absence de Monsieur David GUIOST, délégation de signature est donnée à Monsieur Francis LAFFORET pour les documents techniques exceptés ceux dont l'importance requiert la signature du Président du Syndicat Mixte.

Ampliation transmise à : Monsieur le Préfet des Ardennes et Monsieur le Receveur du Syndicat

Le PRESIDENT du SYNDICAT MIXTE


Boris RAVIGNON